

Désinformation, désobéissance civile et guerre cognitive dans les mouvements contestataires

Index

Première partie

Chap. I La guerre cognitive dans la réflexion stratégique française

Deuxième partie

Chap. II - Les nouveaux défis des services d'intelligence

1. Modèles stratégiques et mouvements altermondialistes
2. L'analyse stratégique française
3. L'analyse de la Sociologie des mouvements contestataires

Chap. III - Les nouveaux conflits sociaux et les mouvements altermondialistes

Chap. IV - Désinformation et agitation subversive dans le mouvement altermondialiste

Chap. V - Réseaux sociaux, altermondialistes et contre-sommets

Préambule

1. Réseaux sociaux et altermondialisme
2. Contre-sommets et altermondialistes

Chap. VI - Subversion culturelle et désinformation dans la réflexion de Frans Van der Hoff et de Slow Food

Chap. VII - Contre-information et désobéissance civile dans la Campagne contre la School of the Americas

Chap. VIII - Boycott et guerre de l'information dans la réflexion et dans la pratique de Francesco Gesualdi

1. Le Centro Nuovo Modello di Sviluppo contre Artsana
2. La campagne contre Del Monte au Costa Rica et l'opposition au solidarisme
3. L'implication de la presse et le cas Levi's
4. Délocalisation, multinationales de l'ombre
5. Le cas de Nike et l'internationalisation de la protestation

6. Boycott et autres formes de protestation
7. L'autodestructrice défense de McDonald's
8. Fondements de la consommation critique
9. CEP, New Consumer et Centro nuovo modello di sviluppo

Bibliographie

Désinformation, désobéissance civile et guerre cognitive dans les mouvements contestataires

Première partie

Chap. I

La guerre cognitive dans la réflexion stratégique française

L'utilisation de la dimension de l'information dans un but conflictuel a acquis un rôle progressivement croissant au cours des deux dernières décennies du siècle. À partir de ces années, se développe la conscience que la maîtrise absolue de la production de connaissances puisse, tout comme la force, et sans doute de façon encore plus déterminante, assurer le contrôle durable des affaires mondiales.

Cette conscience s'est manifestée chez quelques uns des cerveaux les plus brillants de notre siècle, y compris avant la fin de la Guerre Froide et l'on en retrouve un précédent digne de foi dans la guerre des informations orchestrée par Winston Churchill, contre l'Allemagne nazie (le Premier ministre britannique organisa une activité de désinformation, vouée à tromper l'ennemi quant aux données et au lieux de débarquement des navires alliés).

Néanmoins, c'est seulement à partir des conflits dans l'ex Yougoslavie et des interventions américaines dans le golfe perse et en Somalie, que les réflexions sur les moyens de la guerre cognitive sont devenus plus concrets, grâce aux contributions de certains analystes américains, tels que John Arquilla et David Ronfeldt, lesquels ont élaboré le concept désormais central de *Information dominance*, servant à désigner le poids déstabilisant que l'information revêt à compter des années '90 du XXe siècle avec l'important développement des réseaux sociaux.

Même si la technique la plus éclatante de la guerre de l'information est sans aucun doute la désinformation, cette dernière n'est pas la seule dans l'éventail de ces techniques, qui compte également la propagande et la publicité. La propagande est une information qui est présentée comme la seule vérité existante et dont le but n'est pas d'informer, mais d'influencer et d'exercer une action psychologique sur le public. La désinformation au contraire consiste à manipuler et déformer la réalité et à fournir à l'adversaire des informations édulcorées, à même de l'induire à prendre des décisions erronées, mauvaises pour lui et bonnes pour le promoteur.

En d'autres termes, elle consiste à communiquer, de façon délibérée, de fausses informations aux adversaires de manière à en fausser le jugement et à leur faire prendre de mauvaises décisions. Le général français Loup Francart a mis en évidence, dans une de ses études, le fait que l'utilisation du terme désinformation est récente et que sa

diffusion est due aux services secrets russes pendant la Guerre Froide, pour désigner l'utilisation de la liberté d'information dans les pays capitalistes dans un but de manipulation¹.

Afin que l'opération de désinformation soit mise en place de manière crédible, l'information manipulée doit avoir le caractère et l'apparence de la vraie information.

Le processus de falsification doit, par conséquent, profiter des informations préalablement acquises sur ce que la cible connaît déjà, sur ses points forts et ses points faibles.

Il doit se servir d'une longue préparation, il doit camoufler les sources desquelles provient la campagne et se modeler sur les objectifs à atteindre.

Les auteurs des activités de désinformation peuvent être les Institutions de l'État, les partis politiques, les entreprises et, plus généralement, tous ceux qui ont un pouvoir de communication sociale.

Les cibles sont normalement leurs adversaires, dans le domaine économique, politique et militaire.

Il convient de souligner la différence entre l'activité consistant à désinformer et l'information partielle, laquelle est, en revanche, un phénomène inévitable lié au pluralisme démocratique, duquel il constitue un produit qui ne peut être supprimé. La désinformation, au contraire, ressemble plus à la propagande. C'est justement à l'étude de ses similitudes, mais également des profondes différences entre les deux activités que François Géré² a consacré des pages fort intéressantes.

Les deux activités qui, l'une comme l'autre sont des techniques de la guerre cognitive, partagent à la fois la nécessité d'une planification préalable et bon nombre des instruments dont elles font normalement usage : en effet, la propagande, aussi, peut se traduire dans des opérations de falsification de la réalité (même s'il est à souligner que si dans l'activité de désinformation, de telles actions sont normales et, même, en constituent l'essence même, dans l'activité de propagande, elles sont seulement éventuelles).

En revanche, leur différence la plus éclatante est le but. Comme nous l'avons déjà dit, le but de la désinformation est d'induire en erreur l'adversaire ou l'ennemi, alors que celui de la propagande, selon une éloquente expression de Géré, est *d'assujettir un individu à un groupe ou à une idéologie, en recherchant son adhésion*.

Le point de contact majeur entre les deux activités est, donc, leur rapport à la vérité, dans les deux cas, toujours sacrificable au nom d'un deuxième fin, étant donné que dans sa préoccupation de promouvoir une certaine vision du monde, la propagande aussi n'a pas de scrupules à l'altérer pour atteindre ses fins.

La réflexion sur le thème a, par ailleurs, pris une dimension inédite à cause de la tentation des Américains de transposer l'utilisation des instruments du conflit de

¹ Loup Francart, *La Guerre du sens*, Economica 2000. Le Gén. Loup Francart est directeur de recherches auprès de l'Institut des Relations Internationales et Stratégiques et de l'Agence d'Intelligence Stratégique Eurocrise.

² François Géré, *Dictionnaire de la désinformation*, Armand Collin, 2011.

l'information des contextes militaire et politique, au sein desquels ils s'étaient à l'origine développés, à celui économique, caractérisé par une compétition globale de plus en plus accentuée. C'est justement en référence à cette utilisation inédite de ces instruments que les chercheurs français Baumard, Harbulot et Didier Lucas ont élaboré leurs thèses.³

Le premier a souligné le fait que des opérations de désinformation à large échelle, mises en œuvre à l'égard d'une industrie ou d'une multinationale, peuvent causer d'énormes préjudices économiques et ce, également en raison des caractéristiques particulièrement insidieuses de la désinformation laquelle si elle est bien orchestrée peut-être découverte tardivement mais produit, toutefois, un préjudice immédiat en termes d'image et de réputation.

Harbulot en particulier, décrit les modalités à travers lesquelles une multinationale peut bloquer un concurrent dans la réalisation de son projet au sein d'une économie émergente : selon le directeur de l'*École de guerre économique*, il faut préalablement déterminer les points faibles des concurrents (pots-de-vin aux autorités, pollution de l'environnement, non-respect des droits de l'homme...)

L'on procède, ensuite, au financement d'une ONG dont l'objectif est la protection de l'environnement et l'on fait en sorte de la mettre au courant des méfaits de la multinationale. L'ONG se chargera de diffuser sur son site des messages négatifs à l'égard de l'activité du concurrent ; il ne s'agit pas de duper, mais de se servir de la chaîne d'information pour entamer le sabotage du rival. Un autre exemple indiqué par Harbulot est celui qui concerne la manière de saborder le financement d'un projet, en décrédibilisant au niveau personnel les experts de la Banque mondiale qui doivent donner un avis sur ces financements ; l'on peut, en outre, créer un événement sensationnel de manière à frapper profondément la sensibilité des gens (un manifestant qui se fait filmer pendant qu'il menace de se suicider pour protester contre le projet préjudiciable).

L'accord multilatéral sur les investissements (AMI) a été justement bloqué par le biais d'une lucide stratégie de ce genre, dont les étapes essentielles ont été : 1) divulgation par internet du document ; 2) débat sur le contenu de AMI, mené par des contestataires d'Amérique du nord, soutenus par des journalistes d'opinion européens et des Pays du Sud ; 3) résonance médiatique du débat ; 4) manifestation devant le siège de l'OCDE à Paris et menaces des communistes et des Verts de renverser la coalition de gouvernement en France.

D'ailleurs, les instruments de la guerre cognitive ne sont plus, désormais, le monopole des seuls opérateurs économiques américains, lesquels, dans certains cas, sont passés du rôle d'agresseurs à celui de victimes des stratégies de la guerre de l'information face à laquelle souvent ils n'ont pas réussi à se défendre efficacement car

³ Cf. Christian Harbulot - Nicolas Moinet - Didier Lucas, *La guerre cognitive : À la recherche de la suprématie stratégique*, VI Forum intelligence économique de l'Association Aéronautique et Astronautique Française Menton, 25 septembre 2002; Christian Harbulot - Didier Lucas, *La guerre cognitive. L'arme de la connaissance*, Lavauzelle, 2004.

ils étaient prisonniers d'une culture ethnocentrique les empêchant de comprendre les raisons de l'autre: un chercheur de Monsanto ne comprend pas pourquoi les semences non réutilisables sont boycottées. Cette innovation génétique favorise l'industrie agro-chimique américaine mais crée une insupportable dépendance des agriculteurs qui sont ses clients. Une guerre a, donc, été déclarée contre Monsanto afin d'influencer le comportement des consommateurs. L'effort de management consiste, donc, à transférer les techniques psychologiques testées par l'armée américaine au mode opératoire du marketing de l'intelligence.

Bien que la compétition économique entre États ait toujours utilisé des instruments tels que les campagnes de dénigrement ou de désinformation, ce qui a changé avec le temps ce sont les instruments que la guerre de l'information a employé, suite à la diffusion, au cours de la dernière décennie du XXe siècle, du numérique, laquelle a obligé les États et les entreprises à se doter d'un système offensif et défensif qui soit en phase avec leur époque.

Ce sont surtout les analystes anglo-américains qui ont souligné l'importance du contrôle instantané des sources électroniques sous-jacentes au système de décision économique, politique et militaire. La fluidité des informations, typique des sociétés post-contemporaines, rend, toutefois, ce contrôle bien difficile dans la pratique ; même la vitesse à laquelle les informations « voyagent » rend, désormais, le système de collecte et analyse des données des systèmes traditionnels d'intelligence inadaptée. Ce système en deux temps peut en effet se révéler concrètement inefficace par son incapacité à fournir des interprétations en temps réel. Le contrôle des infrastructures de l'information aussi est quasi chimérique, étant donné leur pulvérisation en de petits ou minuscules centres.

Il faut, ensuite, souligner le fait que bien que les personnes actives dans l'utilisation des stratégies cognitives à but polémologique soient, comme nous avons déjà eu occasion de le dire, ceux qui disposent d'un pouvoir social de communication, ces techniques sont désormais utilisées y compris par ceux qui contestent le pouvoir et qui voient dans ces instruments un moyen pour inverser les rapports de force à leur avantage.

Celui qui a approfondi ce thème (l'utilisation de la dimension cognitive dans un but polémique de la part des antagonistes) a été notamment Roger Mucchielli⁴, qui a défini la subversion principalement comme l'activité qui tend à l'affaiblissement du pouvoir et à la démoralisation des citoyens. Ses réflexions ont servi de base pour l'élaboration successive de la thèse de Charles Prats.

Charles Prats interprète la subversion comme un ensemble de techniques, capables de miner depuis la base, les défenses naturelles de l'adversaire, par conséquent, elle est à tous les effets une technique de guérilla qui en fomentant l'agitation et le désordre, provoque par ricochet la répression et suscite l'indignation de l'opinion publique.

Les activités de propagande, publicité et désinformation qui composent l'éventail classique des stratégies de la guerre cognitive, se sont révélées toutes les trois

potentiellement fonctionnelles à l'atteinte des objectifs de l'action subversive, qui selon Prats, sont : a) instiller le doute quant aux valeurs et aux individus (en inculquant le peur de l'adversaire et en le ridiculisant on l'isole et on le détruit) ; b) renforcer les contestations qui décrédibilisent l'autorité ; c) neutraliser les groupes qui peuvent venir en aide à l'ordre établi, en agissant sur l'opinion publique. L'objectif principal est de provoquer une panique sourde. L'action subversive joue sur l'affrontement des valeurs : valeurs positives contre valeurs négatives. La subversion visera à présenter la violence comme de la légitime défense et en tant que telle justifiée, visera à aggraver les tensions pour détruire le système. L'idéal serait que les défenseurs de l'harmonie eux-mêmes provoquent la désintégration. La subversion suppose le contrôle des masses en misant sur l'attitude grégaire de l'individu moyen qui pense par images et est facilement influençable.

La manipulation joue sur les instincts fondamentaux et sur les conditionnements de l'inconscient. Les mots seront associés à des idées à faire passer : l'idée à diffuser sera donc associée à des mots porteurs de valeurs reconnues et à l'inverse l'on associera à des mots ayant une valeur négative, l'idée que l'on veut réfuter. L'argumentation se basera sur des faits et visera à la conformation de l'action collective. Des mots l'on passera au slogan, du slogan au mythe. Pour le chercheur, afin d'atteindre l'objectif, l'on agira de manière à mélanger différentes actions : en séparant les individus, en les culpabilisant, en amplifiant leur responsabilité ; à l'inverse les succès seront artificiellement agrandis, l'on jouera sur le triomphalisme et sur l'effet de traîne pour obtenir l'unanimité. Les politiques subversives mises en œuvre sont multiples : créer un personnage imaginaire, lequel, tout en entretenant le mystère sur son identité, se rue sur la cible avec des actions sensationnelles. Tourner en dérision la cible par tous les moyens possibles. Utiliser les vidéos comme moyen subversif ou de guérilla. Les techniques vidéo peuvent se combiner avec l'organisation d'événements pour créer des incidents et des procédures à l'encontre d'une cible.

Organiser des actions éclair, des actions fortes couvertes médiatiquement. En somme, il faut démoraliser l'adversaire et le pousser à l'épuisement psychologique.

L'une des pratiques subversives les plus efficaces est, ensuite, l'utilisation instrumentalisée du droit : le droit est l'instrument normal de règlement des conflits sociaux mais dans la vie des affaires, aussi étrange que cela puisse paraître, les opérateurs se méfient des salles de tribunal et des juges. Le droit est, en effet, une arme puissante, qui peut être utilisée également par un individu isolé pour battre un ennemi fort. Le combat sur le terrain juridique peut rééquilibrer les forces en présence. Une éventuelle condamnation au tribunal a, par ailleurs, l'effet de cataloguer le vainqueur parmi les justes et mettre le perdant au pilori médiatique.

Une action judiciaire à l'issue heureuse contre une entreprise de la part d'un individu isolé, peut ensuite, encourager une foule de personnes à tenter de manière instrumentale des actions semblables à celle qui a eu une issue favorable. De telles actions auront l'effet immédiat de mettre en difficulté la multinationale qui fait l'objet

de l'attaque judiciaire, laquelle même si elle arrivait par la suite à prouver ses raisons, verrait, à court et à moyen terme, son honorabilité lésée.

Une autre méthode de pratique subversive, dans le domaine économique, consiste dans le recours contre les permis de construire de l'entreprise et les autorisations administratives qu'elle a obtenu, ou contre son activité en en dénonçant les effets nocifs sur l'environnement et en utilisant comme cheval de Troie des prétendues associations écologistes. Contre ce type d'actions, les entreprises doivent éviter la défense statique et l'inaction et doivent démontrer publiquement les mécanismes utilisés par leurs adversaires et les divulguer.

Deuxième partie

Chap. II

Les nouveaux défis des services d'intelligence

1. Modèles stratégiques et mouvements altermondialistes

Les analystes stratégiques ont actuellement tendance à concentrer leurs observations tantôt sur les modes opératoires et la structure organisationnelle du terrorisme (islamiste, d'extrême gauche, d'extrême droite, anarchiste, écoterroriste, séparatiste), tantôt sur la nécessité de souligner la propagation de la criminalité organisée ou encore, sur le besoin de mettre en évidence les points faibles des infrastructures d'information critique. Toutefois, l'affirmation et la consolidation à l'échelle globale des mouvements altermondialistes doit amener les principales agences d'intelligence à reconnaître leur dangerosité pour la sécurité nationale, dangerosité déterminée par ses finalités explicitement antagonistes et plus précisément, par leur opposition ferme et résolue aux institutions néolibéralistes, aux organisations militaires nationales et supranationales et enfin, à la démocratie libérale.

Il suffirait pour illustrer notre propos – c'est-à-dire le danger provoqué par l'antagonisme des mouvements altermondialistes – de souligner l'importance politique des mobilisations contre l'agrandissement de la base militaire de Vicence. Comme l'affirme le sociologue Gianni Piazza « les premières revendications des comités No Dal Molin se basaient principalement sur la défense de la santé et de l'environnement, mis en danger par l'augmentation de la pollution (atmosphérique, hydrique, sonore, électromagnétique et radioactive) que l'agrandissement de la base américaine aurait provoquée, au-delà de l'impact économique négatif sur les activités des résidents; par

contre, l'entrée d'autres acteurs dans les réseaux protestataires (associations environnementales, mouvements pacifistes, groupes anarchistes et antagonistes plus radicaux, centres sociaux, syndicats) permet d'élargir les schémas interprétatifs sur d'autres thématiques : du droit des populations locales à décider de l'usage de leur propres territoires, au refus de la guerre, des bases américaines et de l'OTAN, en passant par la militarisation du territoire. La mobilisation No Dal Molin dépasse donc la logique Nimby, car les acteurs impliqués ne sont pas uniquement des locaux (les comités de citoyens), mais également des groupes et des associations dotés d'une identité universaliste (écologistes, syndicats, partis d'extrême gauche et partis extraparlimentaires); mais aussi parce que les revendications des protestataires se caractérisent tant par des objectifs locaux que mondiaux, tout en adoptant les caractéristiques d'une mobilisation Nope, avec de fortes connotations idéologiques pacifistes et antimilitaristes (les autochtones refusent toute implantation de base militaire, que ce soit dans leur pré carré ou dans celui du voisin) et parce que cette mobilisation implique les niveaux national et supranational du gouvernement »⁴. Une fois les motivations déterminées, il convient de se pencher sur les types de protestations organisés par la société civile et ses mouvements antagonistes : « Les No Dal Molin diversifient leurs actions de protestation : de l'occupation de la gare de Vicence, à l'occupation permanente devant l'aéroport disputé; du sit-in devant Montecitorio à l'organisation du cortège national du 17 février au cours duquel quelque 200.000 personnes ont défilé dans les rues de Vicence. (...) Entre-temps, les travaux de construction ayant déjà commencé, la mobilisation s'est poursuivie par plusieurs initiatives, dont l'occupation de la préfecture, (...) des voies des trains, des chantiers de l'aéroport civil et des blocs routiers »⁵. Enfin – pour insister sur l'impact politique national et supranational de ces manifestations – il suffit de citer encore une fois Piazza. Piazza remarque que dans le paysage politique italien « la mobilisation No Dal Molin a également eu de lourdes retombées sur le gouvernement national et a contribué à la modification du système des partis italiens, tout en influençant la décision du nouveau Parti démocrate de rompre l'alliance avec l'extrême gauche (Sinistra Arcobaleno) aux dernières élections politiques »⁶. En ce qui concerne le front international, « malgré la passation de pouvoir de Bush à Obama, les politiques américaine et italienne se rapportant à la base de Camp Ederle ne changent pas, comme l'a récemment affirmé la vice-présidente de la commission « Sécurité nationale » du Congrès, Loretta Sanchez : « Nous parlerons sans doute du cas Dal Molin au G8, mais [...] il n'y aura pas de revirement. Les deux gouvernements se sont déjà accordés sur l'ensemble des décisions. Le plan et le débloqué du budget ont été votés de façon collégiale par le Congrès (Mancassola, www.ilgiornaledivicenza.it 16/4/2009). Toutefois, la protestation de Vicence continue à influencer les décisions du gouvernement américain, à tel point que

⁴ Francesca Longo - Antonello Mangano - Gianni Piazza - Pietro Saitta, *Come i problemi globali diventano locali*, Edizioni terrelibere.org, 2009.

⁵ Ibidem, p. 24-25.

⁶ Ibidem, p. 26-27.

le Pentagone envisage de déplacer les chasseurs F-16 en garnison à Aviano (Udine) vers la Pologne, en raison de l'hostilité croissante de la société italienne à l'égard des installations américaines, et qui a commencé avec le projet d'extension de la base de Vicence »⁷.

En d'autres termes, ces mouvements ont indubitablement déclenché une véritable guerre contre les institutions politiques, militaires et économiques, bien que cette guerre soit loin de l'image qu'on se fait généralement d'une guerre. Nous pouvons mentionner à ce propos les informations véhiculées par des organisations telles que Pax Christi, les Beati Costruttori di Pace, la Ruckus Society, le Centre Gandhi, la Rete Lilliput, les forums sociaux, Attac, les Disubbidienti etc.

En outre, il est nécessaire de souligner le rôle déterminant que les intellectuels laïques et religieux ont joué dans la théorisation de l'antagonisme altermondialiste, mais aussi de noter l'importance du contexte institutionnel dans lequel ces orientations idéologiques antagonistes sont nées et se sont développées, à savoir les établissements scolaires et en particulier les lycées et universités. La compréhension de la structure des mouvements altermondialistes – qui, comme l'ont démontré Arquilla et la sociologie des mouvements contestataire, est à n'en pas douter ramifiée et bien organisée – et des modes opératoires par lesquelles ils expriment leur antagonisme, implique nécessairement, tout au moins d'un point de vue stratégique, que l'approche sémantique de la guerre et de la stratégie soit élargie. Cet élargissement est indispensable à la parfaite compréhension de la syntaxe des mouvements altermondialistes. En ce sens, la définition que donnent Busetto et Mini du mot « guerre » s'avère particulièrement efficace pour illustrer nos propos. D'un côté, Busetto définit la guerre comme une opposition de durée variable entre des groupes humains organisés, où chacun des deux adversaires tente d'imposer à l'autre sa propre volonté. De l'autre côté, Mini la définit comme une différence de finalité entre des organisations prêtes à employer n'importe quel moyen violent ou coercitif pour imposer leur intérêt. Quant à la notion de « stratégie », la large définition du Dictionary of US Military Terms for Joint Usage indique que l'art et la science du développement et de l'emploi de forces politiques, économiques, psychologiques et militaires sont nécessaires en temps de paix comme de guerre pour accroître les chances de victoire. Cette définition paraît tout à fait pertinente et appropriée, puisqu'elle prend en compte un grand nombre d'acteurs. À partir de là, la littérature stratégique contemporaine nous permet de classer, du moins théoriquement, la nature des mouvements altermondialistes.

2. L'analyse stratégique française

L'approche de Christian Harbulot, directeur de l'École de guerre économique, est également importante pour comprendre les mouvements altermondialistes. Cette

⁷ Ibidem, p. 27-30.

école française utilise l'expression guerre cognitive pour indiquer l'utilisation polémologique de la connaissance et diffère en cela des écoles américaine et chinoise. Ses disciplines comprennent la psychologie, la sociologie, la linguistique et l'informatique, et d'un point de vue historique, Sun Tzu, Mao, le Komintern et Churchill peuvent être considérés comme ses principaux précurseurs. Parmi les théoriciens modernes de l'école française, on peut citer les plus importants, qui sont les analystes Mucchielli (avec son essai *La Subversion*, CLC 1976), Géré (et son volume *La guerre psychologique*, Paris Economica, 1999) et naturellement Harbulot. D'un point de vue strictement historique, les débuts de la guerre cognitive remontent aux remarques faites par Chassin, Blanc et surtout Larechoy, Nemo et Trinquier après la guerre d'Indochine et au début de la guerre d'Algérie. Selon l'interprétation de Harbulot et d'un point de vue strictement doctrinal, la guerre cognitive implique non seulement une guerre psychologique, mais aussi informative, et par conséquent, l'utilisation planifiée et systématique de l'intoxication, de la désinformation et de la propagande ou en d'autres termes, l'utilisation de techniques visant à discréditer l'adversaire ou à le neutraliser par la manipulation de l'information. L'utilisation de la technologie informatique et des médias a sans aucun doute étendu la portée et l'impact de la guerre cognitive. Qui plus est, Harbulot fournit des exemples qui illustrent de façon frappante la dynamique de la guerre cognitive dans le mouvement antimondialiste – plus particulièrement pour Attac et le manifeste de Porto Alegre – dans les associations de citoyens et dans l'emploi éhonté et instrumentalisé du droit. L'analyse menée par deux célèbres experts de l'EGE, Lucas et Triffau, sur la célèbre organisation française Attac nous est particulièrement utile sur ce point. Au-delà de la genèse historique d'Attac à laquelle se réfèrent souvent ces experts français, nous nous concentrerons sur quelques éléments de cette analyse et qui revêtent une importance primordiale en ce qui nous concerne. Tout d'abord, Attac a su étendre son action antagoniste très rapidement en faisant connaître les conséquences néfastes des OGM, des caisses de retraite, de la politique économique ultralibéraliste de l'OMC. Dans un deuxième temps, Attac a su intégrer la nature idéologique « gauche plurielle française » pour forger une alliance avec les associations syndicales, culturelles et écologistes, dans le but de construire un vaste et dynamique réseau. Les analystes français soulignent d'ailleurs à ce sujet – avec un certain amusement – qu'un examen plus attentif des méthodes d'action de « cette association nous rappelle celles du Komintern ». Ce n'est pas un hasard si la souche idéologique des fondateurs d'Attac – Cassen et Ramonet en particulier – plonge précisément ses racines dans le marxisme, ce qui a sans aucun doute permis à Attac d'amalgamer les différentes vocations de l'extrême gauche française. Enfin, Lucas et Triffau observent avec une certaine ironie que les arguments d'Attac (qui aime à manier l'art de la rhétorique) ne s'adressent à des spécialistes du domaine économique, mais à des intellectuels dépourvus de la compétence scientifique nécessaire et donc facilement victimes de la désinformation. On leur demande ainsi de devenir les protagonistes d'une nouvelle démocratie (participative) et d'une nouvelle mondialisation anti-libéraliste. La réflexion de Mucchielli sur la subversion est maintenant considérée comme une source

importante d'inspiration et toujours d'actualité. Selon lui, la subversion a été utilisée pendant la Seconde Guerre mondiale comme un instrument auxiliaire de la guerre traditionnelle. À partir de la guerre d'Algérie – guerre révolutionnaire – la subversion s'est inscrite dans un cadre théorico-stratégique bien défini : celui de la guerre psychologique. Dans les faits, celle-ci dépasse outrepassa la frontière entre guerre et paix en constituant un des meilleurs exemples de guerre non conventionnelle étrangère aux règles qui régissent le droit international. D'une certaine manière, il s'agit d'une sorte de guerre immatérielle, insaisissable et susceptible de subir toutes les métamorphoses et incarnations possibles. En effet, à la différence de la révolution, l'action subversive ou plus simplement la subversion constitue une action préparatoire à la prise de pouvoir par une minorité. En principe, l'action subversive vise trois objectifs : démoraliser le pays et désolidariser les groupes qui le constituent, discréditer l'autorité, ses défenseurs et ses fonctionnaires et enfin neutraliser les masses pour faciliter la prise de pouvoir. Il est clair que ces trois objectifs ne peuvent être atteints qu'en utilisant des médias, puisqu'en l'absence de presse, de radio et de télévision, la subversion serait impuissante. L'auteur entame ensuite l'analyse claire et synthétique des principales caractéristiques des objectifs de la subversion. La destruction des valeurs et la diffusion systématique du doute et de la suspicion à l'égard des institutions démoralisent le pays, mais la culpabilisation des soi-disant défenseurs des institutions y participe également ; l'autorité est discréditée par une propagande systématique cherchant à généraliser l'irrévérence et la défiance. Quand la neutralisation des masses, son objectif principal est d'inhiber l'action des masses, ou en d'autres termes, de générer l'apathie. L'auteur accorde une importance toute particulière aux techniques employées pour discréditer l'autorité. Parmi les plus utilisées, l'auteur cite le besoin de la propagande subversive de favoriser une image du pouvoir oppresseur et de l'État illégitime, de promouvoir une image du pouvoir policier et de la société répressive. L'auteur souligne à ce propos que l'action subversive du contre-pouvoir s'est avérée particulièrement efficace lorsque, en fonction du contexte historique et politique, elle est passée du pouvoir noir au pouvoir étudiant.

3. L'analyse de la Sociologie des mouvements contestataires

Parallèlement à ces approches de nature stratégique, une autre approche développée dans le domaine de la sociologie se concentre plus particulièrement sur la compréhension des mouvements antagonistes. L'étude des conflits non conventionnels dans le domaine des mouvements antagonistes ne peut en effet faire abstraction des considérables résultats obtenus par la sociologie des mouvements contestataires. Nous passerons outre les querelles entre écoles sociologiques, pour nous pencher sur les approches méthodologiques de Donatella Della Porta, Fabio De Nardis et naturellement de Charles Tilly et Sidney Tarrow, en leur attribuant une simple valeur descriptive et explicative. Toutefois, avant de commencer notre analyse approfondie de chacune de

ces approches méthodologiques de la sociologie des mouvements contestataires, notons bien que les résultats obtenus ont servi et servent toujours à légitimer, politiquement et culturellement, les mouvements altermondialistes (tout comme l'ont fait Toni Negri, Deleuze et Guattari).

Dans son essai *Movimenti sociali* (Mouvements contestataires), Donatella Della Porta souligne que les mouvements contestataires contemporains sont nés dans les années soixante. De même, elle précise que ces mouvements ont emprunté aux syndicats leur forte position idéologique et leur contestation du système. Outre les analyses d'Offe et de Melucci sur la nature anti progressiste, participative et décentralisée des mouvements, l'auteur souligne que l'un des objectifs principaux des mouvements a été d'élaborer, puis de mettre en œuvre une forme de démocratie participative, alternative à la démocratie représentative. Bien qu'il ne soit pas possible de donner une définition exhaustive d'un mouvement social, il nous est possible de détailler ses traits essentiels : le mouvement social est un système de rapports non formalisés entre plusieurs individus ou groupes qui peuvent décider de se structurer en réseaux épars interagissant peu ou en réseaux denses et fortement imbriqués. Naturellement, ces mouvements obéissent à un système de croyances communes et opèrent dans un contexte social donné dans le but de déclencher des conflits de nature politique et culturelle, et d'encourager et/ou de contrarier un changement social. Ils sont formés par des représentants, majoritairement de la classe moyenne, et non par des membres comme peuvent l'être les organisations structurées. Ces représentants ont des aptitudes stratégiques et décisionnelles. Les mouvements contestataires forment parfois un schéma interprétatif, qui se traduit tantôt par une position complètement opposée au système, tantôt par un réaligement. En fait, il s'agit plutôt d'une attitude de confiance critique, ou d'inclusion, selon laquelle deviennent membres à part entière du système, et au final d'une revitalisation grâce à laquelle les mouvements concluent des alliances avec le système politique en vue de le modifier. Pour consolider leur schéma interprétatif ou leur vision du monde, les mouvements construisent des identités idéologiques, des symboles, des narrations, des structures organisationnelles qui peuvent se développer au travers de réseaux, de rapports de solidarité et de liens privés. Il va de soi que les mouvements contestataires interagissent entre eux grâce à la coopération, concurrentielle ou non, de la neutralité ou du sectarisme. Quant à leur structure interne, elle peut prendre la forme de structures divisées (en groupes ou en cellules), polycentriques (avec un grand nombre de leaders qui ont sous leur coupe un nombre limité de membres), et enfin réticulaires (généralement des cellules autonomes). La coordination de ces structures peut à son tour prendre diverses formes : formalisation, professionnalisation, différenciation interne, intégration, noyaux locaux ou enfin, organisation parapluie. Lorsqu'ils interagissent avec le système, les mouvements contestataires sont susceptibles de se bureaucratiser, de perdre leur valeur antagoniste, de se radicaliser par le recours à une violence sporadique ou à la guérilla urbaine, ou encore de se commercialiser et par là même, de faire partie du système qu'ils voulaient initialement renverser. Au-delà des techniques spécifiques non

conventionnelles, ces mouvements recourent pour protester à une logique opérationnelle ou une stratégie qui s'inspire du nombre, des dommages matériels et enfin de la logique de témoignage par l'utilisation de l'action non violente et de la désobéissance civile. Les différences entre les modes opératoires dépendent bien évidemment du contexte politique dans lequel s'inscrivent ces mouvements. En effet, comme le souligne Della Porta, un système politique fortement décentralisé, dans lequel le pouvoir judiciaire a une grande liberté et dans lequel les pouvoirs sont bien équilibrés, permet aux mouvements de mettre en œuvre tous les choix opérationnels antagonistes qu'ils jugeront utiles.

La réflexion sociologique de De Nardis s'inscrit parfaitement dans l'approche méthodologique de Della Porta et de Touraine. De Nardis insiste plus particulièrement sur quelques questions thématiques qui sont d'un grand intérêt pour notre recherche. Le processus de construction identitaire des mouvements contestataires est une composante essentielle de l'action collective, car il identifie un « Nous » et un « Autre » auquel s'opposer. C'est précisément cette dichotomie qui pousse les sujets antagonistes à proposer des solutions alternatives au système dominant, des solutions qui peuvent être développées via les réseaux sociaux par exemple, qui offrent des structures organisationnelles extrêmement importantes quand il s'agit de recruter ou de communiquer rapidement et efficacement. Bien que leurs configurations diffèrent en fonction des objectifs fixés, nous pouvons identifier des typologies bien définies : la typologie de la roue, où tous les acteurs à l'exception du leader sont impliqués dans une relation, ou encore la typologie de la clique, où l'ensemble des acteurs agit comme une organisation homogène et peu centralisée, par exemple. Le degré d'engagement qu'exigent les mouvements de leurs activistes peut être soit inclusif, s'ils autorisent les affiliations multiples de leurs activistes, soit exclusif s'ils imposent une discipline rigoureuse. Selon Blumer, les phases propices à l'activation des mouvements sont au nombre de quatre : l'agitation sociale, l'effervescence populaire, la formalisation et enfin l'institutionnalisation. Selon Dalton, les formes de protestation se développent selon des séquences très précises : protestations non conventionnelles, mais dans les limites de la légalité, protestations non conventionnelles et illégales, comme le boycott ou la désobéissance, protestations totalement illégales, mais non-violentes, comme les grèves sauvages par exemple, et enfin les protestations illégales et violentes (comme la guérilla urbaine). En ce qui concerne la nature non répressive de la relation entre la classe politique et les mouvements contestataires, la première peut s'entendre avec les seconds selon une disponibilité à géométrie variable étudiée par Schumaker, à savoir une disponibilité formelle qui consiste à écouter les revendications des mouvements, une disponibilité limitée qui consiste à prendre en compte certains thèmes chers aux mouvements contestataires et enfin une complète disponibilité grâce à laquelle certaines propositions des mouvements auront statut de lois. Tarrow et Della Porta ont étudié un autre aspect important des mouvements contestataires déterminé par la mondialisation, à savoir : la transnationalisation des mouvements contestataires. Celle-ci peut opérer par diffusion, comme c'est le cas de la révolte zapatiste et de la solidarité internationale

qu'elle a suscitée, par l'éducation de sujets supranationaux, ou encore par extériorisation, qui comprend des sujets supranationaux, mais dont les conséquences sont locales. La réussite de la transnationalisation dépend de l'efficacité des contre-informations véhiculées par les mouvements contestataires, et qui peut résulter en une franche attaque contre les médias officiels ou le système dans son ensemble, mais qui peut tout aussi bien résulter en une adaptation au système et donc en une coopération avec les médias officiels, ce qui, sans invalider la protestation, contribue au contraire à l'amplifier et à la crédibiliser. Les mouvements créent ainsi des systèmes de communication autonomes et alternatifs (radios libres, sites internet). Si l'on en croit les analyses de Della Porta et de Mosca, les sites internet permettent aux mouvements d'accomplir plusieurs tâches : logistique et organisationnelle, informative et cognitive, protestataire et symbolique-expressive, qui renforcent l'identité des mouvements contestataires.

Pour éviter tout malentendu, précisons que nous ne comptons pas analyser dans le détail l'œuvre de Tilly et Tarrow *La politique du conflit*. Nous nous contenterons de synthétiser les questions thématiques indispensables à la compréhension de la dynamique du conflit dans le contexte des mouvements contestataires. D'un point de vue méthodologique, l'interprétation des actions entreprises par ces mouvements doit consister en une identification des acteurs politiques (organisations politiques et mouvements contestataires), des appartenances politiques des acteurs, des questions et objets conflictuels entre les systèmes politiques et les mouvements, des performances conflictuelles ou répertoires conflictuels (pétitions, mobilisations, etc.) et des institutions disposées à s'allier avec les mouvements. En termes de concepts explicatifs, il faudra repérer : la localisation du conflit, le contexte dans lequel il se développe, la succession de revendications ou la circulation des conflits, les conséquences des conflits liés aux mouvements contestataires et enfin la prédisposition des systèmes politiques à négocier. Pour ce qui est des mécanismes, ou en d'autres termes « des événements qui produisent les mêmes effets dans plusieurs circonstances différentes », ils pourront être repérés par une distinction, accrue ou non, entre les acteurs politiques, par la découverte d'autres acteurs politiques appartenant au même groupe, par la cooptation, défection ou diffusion, c'est-à-dire l'extension d'une performance conflictuelle d'un site à un autre, l'émulation des répertoires conflictuels et des thématiques abordées, par la médiation entre les différents sites, par la répression et enfin par le déplacement des frontières de la transnationalisation. Quant aux procès, ou « combinaisons et successions de mécanismes produisant des résultats spécifiques », ils peuvent être perçus au travers de : l'appropriation sociale ou incorporation de groupes préexistants dans des réseaux plus vastes, l'autoreprésentation ou manifestation publique, l'action collective, l'action coordonnée par plusieurs acteurs sur un même thème, le changement d'échelle d'un contexte géographique, la commercialisation, la concurrence entre mouvements, l'augmentation ou la diminution du facteur démocratique décidée par le système politique pour faire face aux revendications des mouvements, le désenchantement, l'intensification des répertoires conflictuels, la formation de coalitions sur une ou sur

plusieurs thématiques, l'institutionnalisation des mouvements ou au contraire, la contraposition des mouvements par rapport au système politique.

Chap. III

Les nouveaux conflits sociaux et les mouvements altermondialistes

I

La protestation de Dal Molin à Vicence a commencé en 2006 et fut organisée par la Coordination des comités citoyens et l'Observatoire contre la servitude militaire. Comme le souligne Caruso, la composition idéologique de la première organisation est d'origine catholique et syndicale tandis que la deuxième organisation, fondée en 2006, fut constituée par les centres sociaux, Emergency, Ya Basta!, Cgil, Verdi et Arci (comme le note Caruso, cette organisation avait organisé, entre autres, des manifestations contre la Gendarmerie Européenne et le Centre d'instruction de maintien de la paix de l'Arme des Carabiniers). Les causes de la protestation sont clairement identifiées, il s'agit : de l'insuffisance, voire l'absence, de démocratie dans le processus décisionnel qui a amené le gouvernement à accepter l'extension de la base militaire américaine de Vicence; de la critique radicale de la modération et de l'opportunisme de la gauche modérée de Prodi; du refus de la forme-parti; du refus de la démocratie représentative; du partage d'un pacifisme – tant laïc que catholique – profondément antimilitaire; du refus du consumérisme et du capitalisme et enfin, de la politique du pouvoir inspirée des ordres du réalisme politique. En ce qui concerne les modes opératoires mis en œuvre, et pour reprendre l'expression de Pisano, ils comprennent les techniques typiques de l'agitation subversive, à savoir : la pétition (soutenue par Legambiente et le Réseau Lilluput), l'instrument juridique (allusion à l'appel au Tribunal Administratif Régional par le biais du Codacons), la retraite aux flambeaux, l'occupation de la place de la Mairie, la pratique argentine des pots utilisés comme tambours, l'irruption dans la préfecture de la ville de Vicence et dans le conseil municipal, l'occupation de la basilique de Palladio, de l'aéroport civil, et des blocs routiers à l'extérieur de la base et enfin, l'interruption des travaux d'installation de la fibre optique dans la base. On a dénombré en 2007 42 manifestations de protestation. Toutefois, elles se sont progressivement essoufflées au fil des ans et leur nombre a diminué : « elles ont de plus en plus de difficultés à fédérer dans la protestation de larges secteurs de la population locale comme elles le faisaient les années passées. Le terme des travaux érode les fondements du sens et de l'efficacité de l'action. (...) On peut affirmer que l'opposition à la nouvelle base a été vaincue »⁸. Le front en faveur de

⁸ Loris Caruso, *Il territorio della politica. La nuova partecipazione di massa nei movimenti No Tav e No Dal Molin*, Franco Angeli, 2011, p. 86.

l'extension de la base est principalement formé des coalitions de centre-droite du conseil municipal de Vicence, par Confindustria, Confcommercio, Confartigianato et Confagricoltura. Cette coalition n'a pas réussi à générer un consensus important dans la société civile, ni à contraster avec le front de la dissidence. Malgré leur attitude hésitante et ambiguë, le Prc, le Pcdi, les Verts et la Cgil ont sans doute fourni, au moins au début, un important soutien. En effet, grâce à l'appui de ces organisations, les participants à la manifestation contre la base furent plus de 15.000. En ce qui concerne l'opposition à l'extension de la base, les organisations catholiques comme les Famiglie per la pace, le Réseau Lilliput susmentionné, les Acli (Associations Chrétiennes des Travailleurs Italiens), les Beati i costruttori di pace et l'Agesci (Association des Guides et Scouts Catholiques Italiens) ont joué un rôle particulièrement important. Les divisions internes du centre-gauche (d'un côté le soutien de Prodi et Parisi à l'extension de la base et de l'autre, l'opposition de la gauche radicale), auront de grandes répercussions politiques : « La situation de Vicence contribue à renverser le gouvernement. Les deux sénateurs – Rossi et Turigliatto – deviennent presque des héros tant à Vicence qu'en Vallée di Susa, et sont considérés comme le contre-exemple du modèle de l'acteur politique »⁹. Ils se caractérisent par leur opportunisme et leur duplicité. En d'autres termes, nous constatons en premier lieu le rôle déterminant des centres sociaux et des syndicats de base et en deuxième lieu, l'importance de la contribution du catholicisme (Acli, Beati i costruttori di pace, Réseau Lilliput, Agesci). En troisième lieu, comme ce fut déjà le cas pendant la guerre du Kosovo, la gauche antagoniste – et surtout le Prc et le Pcdi – a joué un rôle ambigu, en s'intéressant plus à détourner la désapprobation de la société civile afin d'élargir son propre électorat, plutôt que de répondre aux besoins réels de la population. Enfin, malgré l'articulation complexe de ces manifestations et leur grand effet fédérateur, elles n'ont pu atteindre leurs objectifs à cause, entre autres, des solides liens que l'Italie a noué avec les États-Unis d'Amérique. En définitive, au-delà des différences d'idéologies et de modes opératoires entre la coalition catholique et la gauche antagoniste concernant Dal Molin, ces organisations constituaient et – à n'en point douter – constituent toujours le cœur du mouvement altermondialiste italien. À la fin de son livre, les analogies que Caruso trace parmi les mouvements antagonistes et le mouvement de 68 (la critique de la démocratie représentative, la critique des partis de la gauche institutionnelle), mais aussi l'anti-américanisme, l'antimilitarisme et les modes de lutte, témoignent de l'extrême dangerosité du mouvement antimondialiste pour la sécurité nationale. Par ailleurs, le livre de l'auteur est certainement significatif, pas tant pour les analyses relatives aux modalités d'organisation ou pour la connotation idéologique des deux mouvements (celui contre la TAV, train à grande vitesse, et celui contre Dal Molin) mais surtout parce qu'elle clarifie sans équivoques la volonté de légitimer, sur le plan théorique et sur le plan politico-culturel, ces deux mouvements à travers un appareil théorique – clairement de gauche – transposé de la sociologie et de la philosophie politique.

⁹ Ibidem, p. 79.

II

Le document du Comité de la paix et du désarmement sur les bases militaires de l'OTAN et des États-Unis en Italie illustre parfaitement notre propos, en particulier grâce aux propositions et aux remarques qu'il contient. Le document se caractérise dans son ensemble par une adhésion explicite au pacifisme radical. Dans la première partie du document, les déclarations de l'évêque de Caserte, Mgr Raffaele Nogaro, sont particulièrement intéressantes. Selon lui, la production d'armes est un mal absolu et les opérations humanitaires ne sont qu'un prétexte à exporter la violence. De même, ce qu'on appelle les missions de paix ne représentent pour lui que des invasions armées. D'un point de vue strictement institutionnel – comme le souligne le prélat – l'Église catholique devrait condamner d'une façon explicite l'augmentation des dépenses militaires italiennes. À propos des origines idéologiques du Comité de la paix et du désarmement, Angelica Romano affirme que le comité a été fondé par un groupe de recherche du Réseau Lilliput en vue de s'opposer à la présence de bases militaires en Italie. Angelica Romano est plus particulièrement favorable à un usage légitime des obstructions physiques, des obstructions téléphoniques, des occupations, des lois de proposition populaire et des garnisons permanentes comme modes de lutte non-violente. La majorité du document présente une analyse complète et détaillée des infrastructures américaines sur notre territoire, ainsi que de leur coût. Les remarques extrêmement critiques formulées par les auteurs du document à l'égard des liens de plus en plus étroits entre le monde universitaire, les institutions militaires et l'industrie de la défense à Naples revêtent une grande importance. Ces collaborations sont perçues comme une tentative de militarisation, tant du territoire que du monde universitaire. Les alternatives qui peuvent effectivement être déployées sont décrites à la fin du document et peuvent être, en substance, résumées comme suit : les auteurs croient en premier lieu que l'OTAN et les États-Unis ne devraient plus installer de bases en Italie ; en deuxième lieu, que les bases présentes devraient être converties à un usage civil ; en troisième lieu, que l'on devrait promouvoir la défense civile non armée et non-violente et enfin, que l'on devrait encourager les scientifiques impliqués dans la construction d'armes à devenir objecteurs de conscience.

III

Dans l'essai de Donatella Della Porta et Gianni Piazza, les objectifs et modes de protestation (qu'elle soit syndicale, pacifiste, anarchiste, écologiste, etc.) des communautés locales et acteurs sociaux et culturels contre la TAV (Grande vitesse ferroviaire), sont interprétés à la lumière de la sociologie des mouvements contestataires. Il est de notoriété publique que la protestation contre les trains à grande

vitesse est née en 1990 suite à la coordination des associations environnementales qui, avec d'autres associations, se mobilisèrent efficacement en 1991 contre une conférence en faveur de la TAV, co-organisée par Confindustria, Fiat, Fs (Ferrovie dello Stato) et la Région du Piémont. Les associations ayant participé à cette mobilisation sont le Groupe Habitat, fondé par Legambiente, WWF et Prenatura. Successivement, ces organisations se sont jointes aux associations locales, c'est-à-dire aux maires et à la communauté montagnarde de la basse Vallée di Susa. Durant cette phase située entre 1995 et 1997, la campagne de protestation visait tant à défendre le territoire qu'à revendiquer le droit des populations locales à décider de leur destin. À partir de 2003, et notamment grâce à la participation d'associations françaises similaires, la protestation contre le projet commence à prendre la forme d'actions directes et plus précisément, d'occupations, d'obstructions des autoroutes et de manifestations contre-culturelles et contre-informatives jusqu'à la marche de protestation pacifique de mars 2003, à laquelle quelques 20.000 personnes ont participé. L'importance des motivations des protestations amène les Cobas (Comités de base), les Verts, le Prc et le Pcdi à soutenir les citoyens dans leur démarche. Les centres sociaux jouent également un rôle primordial, notamment en matière de camps de lutte. L'ampleur de la protestation des citoyens conduira même le père Zanotelli – dont la popularité et la crédibilité sont incontestables dans le contexte du pacifisme religieux italien – et plus tard Don Vitaliano Della Sala, à soutenir la protestation. Celle-ci s'intensifiera en 2005 lorsqu'aux associations déjà présentes se joindront les collectifs d'étudiants, la Fiom-Cgil, l'Arci, le Socialforum et les mouvements anarchistes. Le rôle que les auteurs de l'essai accordent aux centres sociaux est particulièrement intéressant : ceux-ci contribuent à exercer une vaste activité contre-informative en apportant aux comités locaux leur expérience et leur expertise en matière d'organisation des actions de protestation. Le syndicat est également un important acteur antagoniste, dont le rôle aux côtés des Cobas et de la Fiom a indéniablement été décisif. Les auteurs de l'essai concentrent leur attention sur les thèmes principaux de la protestation. Premièrement, la défense de la santé et la valeur du territoire dans le contexte du développement économique irrationnel (le développement des tumeurs liées à l'utilisation de l'amiante et de l'uranium, par exemple). En second lieu, l'inutilité économique de la TAV et son coût très élevé (ce qu'on appelle un travail pharaonique et inutile, un gaspillage et une destruction de l'environnement). En troisième lieu, la conservation du territoire et l'incompatibilité intrinsèque du projet, opinions de Legambiente et des Verts découlant d'une prise de conscience, d'une part de la nécessité de réduire le gaspillage énergétique et de mettre en place un modèle de développement alternatif, et d'autre part du fait que ce travail est essentiellement décidé par des spéculateurs et affairistes. En quatrième lieu, la nécessité d'améliorer les services locaux de transport, ainsi que les services sociaux et de santé, plutôt que de dépenser d'énormes quantités de ressources pour une opération inutile pour la population. Enfin, la nécessité de l'auto-détermination, c'est-à-dire la pratique d'une consultation démocratique et populaire dans le cadre d'une démocratie participative. La protestation est définie par la sociologie des mouvements

contestataires comme une ressource pour ceux qui n'ont pas de pouvoir, puisque qui proteste compte, non pas sur l'utilisation directe du pouvoir, mais sur l'activation d'autres groupes dans le domaine politique. Les auteurs illustrent les modes et répertoires de la protestation en partant du concept d'information approfondie, c'est-à-dire de la conscience qu'ont les comités du fait que les informations réelles sur les coûts et l'impact de ce projet ont été délibérément cachées. En d'autres termes, seule une campagne contre-informative peut contribuer à déterminer scientifiquement l'impact réel sur l'environnement et la santé des stratégies alternatives (comme le montre, d'autre part, l'étude commissionnée par la communauté montagnarde). Parallèlement à la dimension informative, les modes de protestation les plus communs sont : les actions non-violentes, les garnisons – qui, dans un court laps de temps deviendront de véritables laboratoires politiques, en particulier avec les centres sociaux – les camps de lutte, l'utilisation du droit à fonction antagoniste (appels au tribunal administratif régional, auditions de la commission pour les pétitions à l'Union européenne), les représentations théâtrales, les banderoles géantes, les grèves de la faim, les veilles, le boycott des banques finançant les travaux, la contre-information via Internet et donc à travers la construction de pages Web, tant en fonction logistique-organisationnelle que cognitive-informative (mais aussi, bien sûr, symbolique et protestataire). Selon les auteurs, les réponses données par les institutions politiques – tant de centre-gauche que de centre-droite – se sont matérialisées par : 1) des stratégies d'exclusion passive (non-information et non-implication des citoyens dans les décisions fondamentales); 2) une tentative d'offre de compensation économique; 3) la militarisation du territoire et enfin 4) une tentative de division des manifestants à travers la cooptation sélective.

IV

L'analyse de l'Onda (important mouvement étudiant italien qui s'est développé entre 2008 et 2009) effectuée par Caruso concentre en première instance son attention sur ses protagonistes, à savoir les étudiants, les enseignants et les travailleurs qui ont concrétisé leur action de protestation par le biais d'une occupation des universités et des écoles secondaires, de grèves, de marches et d'une contre-information par voie de presse et par voie informatique. Sur la scène nationale, certains partis de la gauche radicale, du Prc et du Pcdi ont certainement joué avec L'Uds, liée au Pd, un rôle très important malgré leur attitude hésitante, opportuniste et instrumentaliste. Toutefois, la gauche critique et l'air du post-opéraïsme (présents surtout à Rome) ont également joué un rôle fondamental. En matière de contre-information, Retescuola a joué un rôle infrastructurel dans la mobilisation entre 2008 et 2009. Comme le remarque l'auteur, les mouvements contre la TAV, contre le pont du détroit de Messine et contre l'expansion de la base américaine de Vicence, ont largement contribué à l'Onda. La structure complexe de l'Onda a permis d'associer les principaux chefs-lieux provinciaux italiens : Rome, Turin, Milan, Bologne, Pise, Palerme, Catane et Florence. Globalement, le

mouvement de l'Onda a constitué un véritable réseau, capable de fédérer des acteurs sociaux et politiques autour de certaines questions. En ce qui concerne l'étude du mouvement de l'Onda, et en particulier dans la région de Milan, l'auteur remarque que parmi les acteurs sociaux ayant joué un rôle décisif dans la mobilisation milanaise contre la réforme de l'université, figuraient les centres sociaux auto-administrés, mais aussi les syndicats et les collectifs d'étudiants. D'ailleurs, le mouvement étudiant a pu compter sur un fort soutien de la gauche parlementaire et extra-parlementaire dans cette même région. Les syndicats de base et la Cgil furent les représentants les plus significatifs de ce mouvement, du moins en termes de représentation syndicale. Logiquement, les syndicats s'expriment majoritairement par des mouvements de grève depuis octobre 2008. Les principaux centres grévistes furent : la Faculté des Sciences Politiques, l'Académie de Brera, l'École polytechnique de Milan et l'Université de Milan-Bicocca. Au-delà des grèves, marches et assemblées, d'autres vecteurs de rencontre et de communication furent proposés, par le biais de : communiqués de presse, tracts, banderoles et contre-information sur Internet, et ce, dans le but d'atteindre un nouveau mode de protestation, à savoir les conférences organisées dans l'espace public. Dans cet essai, nous observons que le monde de l'éducation représente un contexte de grande importance pour la mobilisation et que l'Onda a pu compter sur le soutien de certains acteurs majeurs du mouvement antimondialiste. Même à Milan – ou encore à Rome – l'Onda a pu exprimer sa méfiance envers la démocratie représentative des partis puisqu'elle a revendiqué – comme ce fut le cas lors des protestations contre l'extension de la base militaire de Vicence ou encore dans le cas de la Vallée di Susa – une démocratie participative, c'est-à-dire une démocratie élargie.

V

Le livre du chercheur italien Raparelli est sans aucun doute intéressant à la fois par rapport à l'interprétation des mouvements antimondialisation sous le prisme de la philosophie de la politique – et non de la sociologie des mouvements contestataires – et à la fois parce que l'auteur est un militant tant des mouvements antimondialisation que de l'Onda. Tout d'abord en ce qui concerne l'approche interprétative qui est donnée par l'auteur, cette dernière s'est concrétisée à travers la réflexion de Toni Negri (et, plus particulièrement, en se servant du concept de multitude et de pouvoir constituant), de Deleuze et Guattari et enfin de Foucault. Et bien, que l'objectif du chercheur soit la légitimation – sous un profil philosophique et politique – à la fois des mouvements antimondialisation et du mouvement de l'Onda c'est bel et bien ce qu'exprime l'auteur. Ensuite, Raparelli relève que c'est justement à travers le mouvement antimondialisation que la gauche (celle découlant de mai'68, pour être parfaitement clairs), a connu une renaissance et a pris forme et que, à travers les mouvements, elle peut représenter une alternative antagoniste valable à la fois au système capitaliste post-fordiste et à la gauche institutionnelle et, enfin elle peut contribuer de manière décisive au dépassement

de l'attitude ambiguë et vacillante – qui s'est révélée ensuite opportuniste – du parti Rifondazione comunista. Le livre commence par la crise de la gauche provoquée par la bureaucratisation des partis, par leur distance par rapport à la réalité sociale et par les changements économiques d'une époque ; avec les mouvements antimondialisation, le concept de démocratie participative a eu à un second souffle, tout comme l'opposition au militarisme américain a retrouvé sa signification à travers le mouvement pacifiste. L'auteur ne peut certainement pas ne pas souligner qu'au tout début le rôle de Bertinotti à travers son parti ait été fondamental dans le soutien au mouvement antimondialisation mais ne peut se passer de remarquer que le rapport avec le mouvement antimondialisation se soit finalement révélé être une comédie¹⁰. L'auteur localise tout naturellement la genèse du mouvement antimondialisation à Seattle où « pour la première fois des personnes hétérogènes construisent un espace commun de résistance (...). Les réseaux, le Web et son extraordinaire potentiel font irruption sur la scène publique (...). À travers le Web, l'on dépasse les frontières, des personnes et des luttes différentes l'une de l'autre se combinent »¹¹. En ce qui concerne la protestation de Gênes, l'auteur souligne qu'en juillet 2001, dans la ville de Ligurie s'est exprimée une puissance sans équivalents : « une effervescence extraordinaire qui part des centres sociaux et des catholiques de base, des associations de syndicats non concertatifs¹². En ce qui concerne le mouvement de l'Onda, l'auteur en plus de condamner la proposition de réforme de l'université de la part du ministre Gelmini et celle appelée « Bocconiana » (dont on retrouve la meilleure expression chez Roberto Perotti) propose en alternative de reconquérir l'université à partir du bas, de promouvoir des expériences d'autogestion de la part des étudiants. Quant aux modalités du combat du mouvement étudiantin (grèves, cortèges, occupations et cours en plein air), ces dernières sont explicitement défendues par l'auteur et considérées comme innovantes et porteuses d'une réelle démocratie et participation. Dans le livre de l'auteur, il existe deux renvois historiques de grande importance : l'un se réfère au mouvement de '77 : « la radicalité des places ressemble à la grande discontinuité autonome de l'année '77 en Italie »¹³ et l'autre à mai '68 : « un nouveau mai '68 ? Probablement, bien qu'avec de armes nouvelles (...) Un mai '68 qui n'est pas encore complètement conscient, qui peine à contaminer les ouvriers ou les migrants, le travail autonome ou de composition précaire »¹⁴. Cette dernière considération est significative puisqu'elle témoigne de la volonté du groupe d'intellectuels qui travaille autour de Toni Negri, d'élargir la dissidence sociale, de l'alimenter et d'établir une relation de réseaux avec ces personnes qui peuvent constituer la clé de voûte pour un changement formidable. Encore une fois la matrice marxienne se révèle dans toute son évidence : si l'entité révolutionnaire dans

¹⁰ Francesco Raparelli, *La lunghezza dell'Onda. Fine della sinistra e nuovi movimenti sociali*, Ponte alle Grazie, 2009, p. 29.

¹¹ Ibidem, p. 34-35.

¹² Ibidem, p. 37.

¹³ Ibidem, p. 57.

¹⁴ Ibidem, p. 59.

la réflexion de Marx et de Lénine (en plus de celle de Gramsci) était le prolétariat, si pendant le mouvement de mai '68, l'entité révolutionnaire était variée et composite (les étudiants, les ouvriers, les femmes), la naissance du mouvement antimondialisation – la nouvelle entité révolutionnaire – devrait offrir la possibilité de réaliser ces espoirs utopiques révolutionnaires que ni le marxisme-léninisme, ni mai '68 – ou le mouvement de '77 – ont su réaliser.

Chap. IV

Désinformation et agitation subversive dans le mouvement altermondialiste

I

Selon Géré – président de l'Institut français d'analyse stratégique – la désinformation consiste en l'élaboration et la communication délibérée d'une fausse information déguisée de manière explicite afin de présenter toutes les apparences de l'authenticité. Il est donc évident que la ligne qui sépare la désinformation de la propagande est extrêmement ténue, au point que la désinformation peut être appelée propagande noire. En effet, cette différence se manifeste surtout dans ses modes de transmission et ses intentions. En ce qui concerne le mouvement altermondialiste, et plus particulièrement la question de la guerre contre le terrorisme déclarée par les États-Unis, la position adoptée par le mouvement altermondialiste après les attaques du 11 septembre est facilement schématisable dans un modèle dichotomique typique de l'approche cognitive de la réalité historique « désinformative » : la guerre est une mauvaise chose en soi puisqu'elle n'est pas un moyen approprié pour résoudre les controverses de caractère international. Répondre au terrorisme par la guerre est donc totalement inacceptable : les racines du terrorisme islamique sont en effet à identifier dans les injustices résultant de la mondialisation néolibérale. D'une part, le mouvement altermondialiste identifie dans la politique américaine et ses choix un mal équivalent au terrorisme islamique et de l'autre, montre au travers de ses propres choix que le seul moyen d'y remédier est de délégitimer de façon explicite les institutions politiques et militaires. Afin d'illustrer la procédure désinformative mise en place par le mouvement altermondialiste, il est nécessaire de se référer à certains de ses documents fondamentaux. Le premier document à considérer est sans aucun doute la Déclaration du Forum mondial sur la mondialisation, qui eut lieu à Beyrouth en novembre 2001. Selon les intervenants, la guerre menée par les États-Unis contre le terrorisme est uniquement un prétexte pour asseoir leur hégémonie sur le monde et créer une dissension supplémentaire entre le nord et le sud. Le deuxième document écrit par Flavio Lotti, porte-parole de l'Assemblée de l'OTAN des peuples en automne 2001, présente une structure interprétative de type dichotomique similaire. Dans ce document, Lotti montre un monde dominé par une chaîne impressionnante de guerres et par

l'atteinte volontaire du néolibéralisme à la biosphère et aux réserves naturelles de la planète. Il remarque d'autre part que le mouvement altermondialiste est le seul sujet politique capable de proposer une alternative réaliste à la mondialisation politique et économique, le seul capable de s'opposer à la guerre contre le terrorisme, à l'injustice et au chaos international. Le troisième document a été écrit en 2006 par le Réseau Lilliput, une des plus importantes associations catholiques pacifistes italiennes. Dans ce document, on affirme qu'il est inutile de cacher l'impitoyable logique de la guerre derrière des expressions comme intervention humanitaire ou exportation de la démocratie, puisque les guerres ne sont que la conséquence d'un système économique néolibéral et ne constituent jamais une alternative acceptable. À cet égard, une partie importante du mouvement altermondialiste affirme que la plupart des campagnes militaires menées par les états, et plus particulièrement par les États-Unis d'Amérique et par Israël, sont à mettre sur le même plan que celles de l'ennemi qu'ils combattent, c'est-à-dire le terrorisme islamique : le terrorisme et la guerre contre le terrorisme sont les deux revers d'une même médaille. Le quatrième document que nous prenons en compte ici a été rédigé en 2002 lors du Forum Social Mondial de Porto Alegre. Il est affirmé dans ce document que la guerre contre le terrorisme a porté atteinte aux droits civils et politiques, que la guerre contre l'Afghanistan a utilisé des méthodes terroristes et qu'elle a comme objectif principal le maintien de la domination des États-Unis. Les arguments inclus dans le cinquième document, soutenus par le mouvement Attac Italie, sont également significatifs : la guerre menée par les États-Unis vise à élargir le régime militaire et va de pair avec le processus de mondialisation néolibérale dans lequel l'OTAN représente un véritable instrument armé de la mondialisation (cette définition est présente dans la plupart des documents rédigés par les partis communistes occidentaux pendant la guerre froide et dans les documents rédigés par la gauche extra-parlementaire entre 68 et 77). Attilio Agnoletto, un des représentants italiens les plus importants du mouvement altermondialiste, s'est exprimé de la même manière : le monde d'aujourd'hui ne peut que se ranger du côté du néolibéralisme ou du mouvement altermondialiste, déclaration résultant d'une vision manichéenne du monde. En ce qui concerne la question du Moyen-Orient, la position adoptée par la majorité du mouvement altermondialiste est très claire et se manifeste en premier lieu par un refus radical du mur bâti par Israël pour se défendre contre les attaques terroristes. Il se manifeste ensuite par le constat que le pouvoir politique des pays européens (et plus particulièrement de l'Italie) est asservi aux États-Unis et à Israël et enfin, dans la légitimation du droit de la Palestine à se défendre. Les remarques de Mao Valpiana, directeur de la revue la plus prestigieuse du pacifisme italien Action non-violente, fondée en 1964 par Aldo Capitini, sont également intéressantes. Le document de Valpiana a été rédigé pour célébrer l'un des événements médiatiques les plus importants du mouvement pacifiste italien : la marche de Pérouse-Assise de novembre 2011. Les observations de l'auteur peuvent facilement être organisées autour de deux axes argumentatifs centraux. Le premier axe tourne autour de considérations absolument évidentes et vise à donner au lecteur une idée de la réalité dramatique : « le monde est

de plus en plus précaire à cause de la pauvreté et de la famine, du changement climatique, du chômage, des mafias et du crime organisé. (...) Plus d'un milliard de personnes se retrouve désormais privé de la nourriture et de l'eau nécessaires à sa survie ; (...) la lutte contre le chômage des jeunes doit devenir une priorité nationale »¹⁵. Le deuxième axe prend la forme d'une exposition brève mais significative des solutions à mettre en œuvre : « on doit arrêter de combattre et passer de la sécurité militaire à la sécurité humaine, de la sécurité nationale à la sécurité commune ; (...) contre la logique perverse des intérêts nationaux, le marché du profit et la rivalité mondiale ; (...) contre la finance qui met en crise l'Europe politique, en provoquant une augmentation dramatique de la pauvreté »¹⁶. Les observations de Valpiana peuvent être reformulées grâce à un simple processus de décodage linguistique qui nous permet d'en saisir le sens réel. Comme nous le savons déjà, la sécurité militaire est garantie par les institutions militaires et par conséquent, l'illégitimité de la sécurité militaire nous amène à soutenir la nécessité de démanteler les institutions militaires et les industries connexes ; en refusant la sécurité nationale, on refuse, en substance, le paradigme du réalisme politique et donc les choix pris par l'ensemble des pays occidentaux, mais pas la programmation et la planification de la politique étrangère. La condamnation sans appel du marché international et de la concurrence mondiale est en réalité un refus pur et simple du capitalisme. De même, la critique de la finance internationale n'est qu'un refus radical – même s'il est implicite dans cet article – des institutions économiques internationales et des banques centrales. L'auteur indique que la *pars costruens* vise d'une façon générale – « à investir dans la solidarité et dans la coopération; réaliser une nouvelle politique et une nouvelle culture politique non-violente; favoriser la culture de la paix dans l'enseignement; promouvoir et défendre les droits de l'homme; investir dans la prévention des conflits; promouvoir le désarmement; introduire de nouvelles technologies écologiques et de nouveaux modes de vie qui ne sont plus basés sur l'individualisme et la marchandisation; renforcer la société civile responsable et promouvoir la démocratie participative »¹⁷. Cette *pars costruens* doit être reformulée afin de faire ressortir la vraie pensée de Valpiana : en premier lieu l'auteur affirme, conformément au mouvement du pacifisme radical, la nécessité de surmonter le *modus operandi* de la politique actuelle en la façonnant selon les indications du pacifisme de Capitini. En deuxième lieu, l'auteur indique l'école comme instrument de promotion d'une campagne systématique de propagande antimilitariste et anticapitaliste, en comptant sur la collaboration des enseignants et des directeurs d'écoles. En troisième lieu, l'investissement en matière de prévention des conflits équivaut, en substance, à soutenir la coordination d'organisations pacifistes dans le domaine de la gestion des conflits (réalisée par l'État et les ministères des affaires étrangères et de la défense). En quatrième lieu, la promotion du désarmement fait très clairement allusion à la nécessité

¹⁵ Mao Valpiana, « Appello per la pace e per la fratellanza dei popoli », 25 septembre 2011, *Azione Non violenta*, novembre, 2011, p. 4.

¹⁶ Ibidem, p. 5.

¹⁷ Ibidem, p. 6.

de démanteler les industries militaires. Selon l'alternative indiquée par Valpiana, l'introduction des technologies écologiques vise à remplacer les industries existantes basées sur le pétrole ou l'énergie nucléaire, par d'autres ressources énergétiques (solaire, éolienne, biomasse) gérées en situation de monopole par des sociétés ou industries contrôlées par les mouvements pacifistes. En dernier lieu, la démocratie participative mentionnée par l'auteur n'est qu'un substitut à l'actuelle démocratie représentative, consistant en une démocratie donnant un réel pouvoir aux mouvements antimondialistes et à ses représentants, qui devraient donc remplacer les actuels dirigeants nationaux de la politique occidentale. En bref, Valpiana illustre sans aucun doute un vaste programme politique qui vise à changer radicalement les structures politiques et économiques du monde occidental.

II

Le *modus operandi* du mouvement altermondialiste peut être facilement interprété grâce à l'approche méthodologique de l'école française de guerre psychologique et plus particulièrement celle de Géré. Les concepts-clés définis par Géré nous permettent ainsi d'éclaircir les questions identifiées ci-dessus. Les intellectuels et les leaders politiques du mouvement altermondialiste peuvent par exemple être considérés comme des agitateurs : « L'utilisation de ce petit instrument de laboratoire auquel recourt le potache dans ses « manipulations » de chimie rend compte excellemment de l'activité de l'individu qui par métaphore a reçu son nom : il trouble un milieu donné. Au départ, le terme est plutôt péjoratif. L'agitateur « professionnel » tombe sous l'accusation d'être manipulé par « la main de l'étranger » afin de déstabiliser le pays et son ordre social. Mais précocement le terme est assumé par les organisations révolutionnaires qui organisent l'agit prop comme une structure opérationnelle d'information. Un agitateur est-il donc un propagandiste ? Certainement. Est-ce un désinformateur ? C'est selon, en fonction du contexte, des objectifs et des méthodes choisies pour influencer l'opinion et les masses. Mais il est certain qu'il ne répugnera pas à désinformer. L'agitateur exerce son activité au niveau politique et stratégique par des écrits, des pamphlets qui remettent en cause les idées établies, bouscule les idées reçues »¹⁸. Ces agitateurs recourent à l'intoxication, « procédé quasiment identique à la désinformation consistant à injecter une fausse nouvelle ou à créer chez un individu une conception inverse de la réalité. Pratiquée en temps de paix et de guerre, elle vise à fausser le jugement des décideurs et à perturber l'action des organes »¹⁹ et à la diabolisation de l'adversaire par le biais d'une action psychologique planifiée. « Cette pratique de désinformation apparaît tout au long de l'histoire. Un groupe, un gouvernement utilisent des faits, des récits et des rumeurs afin de présenter l'opposant comme une puissance maléfique. On provoque ainsi, principalement à

¹⁸ François Géré, *Dictionnaire de la désinformation*, Armand Colin, 2011, p. 109.

¹⁹ Ibidem, p. 218.

l'intention de son propre peuple, un saut qualitatif hors de la raison et du jugement mesuré pour cristalliser les animosités selon des critères purement moraux. L'opération se fonde sur la capacité de constructions manichéennes en situation d'affrontement où la radicalisation des camps n'autorise plus l'exercice du jugement critique rationnel. Loin des nuances et des subtilités d'appréciation des raisons et des arguments des uns et des autres, c'est le discours de la force qui se veut juste. « Dieu est de notre côté »²⁰. Enfin, face à l'opinion politique mondiale, la délégitimation des institutions politiques et militaires opérée par le mouvement altermondialiste vise à modifier profondément la perception de la réalité, et surtout les choix politiques et culturels de la société civile, mais aussi à se proposer comme la seule alternative capable de gérer le pouvoir politique et économique.

Chap. V

Réseaux sociaux, altermondialistes et contre-sommets

Préambule

Un analyse attentive concernant les modalités à travers lesquelles la galaxie altermondialiste met en pratique son antagonisme envers le système tout court et, en particulier, à l'égard des institutions économiques et militaires nationales et supranationales, démontre comment, surtout à travers les réseaux sociaux et les contre-sommets, le mouvement altermondialiste concrétise ses instances antagonistes et comment il est en mesure, d'une part, de mobiliser des entités hétérogènes en exerçant souvent des pressions considérables sur les choix des décideurs politiques et, de l'autre, il est en mesure de mettre en œuvre de vastes et amples campagnes de désinformation. Naturellement, comme tous les instruments technologiques, les réseaux sociaux aussi ont une double valeur, un véritable Janus bifrons : en effet, d'un côté, ils peuvent inciter à la violence terroriste ou contribuer à consolider des idéologies antagonistes en catalysant le mécontentement et, en même temps consolider un consensus autour des institutions politiques et/ou militaires nationales et supranationales. Et bien, mettre en œuvre des tentatives de censure, dans le contexte des démocraties actuelles, serait voué à l'échec parce que le réseau offre une grande variété de solutions technologiques qui permettent de dépasser toute interdiction. En effet, même si la manipulation des informations est non seulement possible – et souhaitable dans un contexte d'infoguerre, entre institutions et mouvements ou institutions nationales – le web donne la possibilité de réaliser une contre-information y compris à travers des vidéos et des photos prises avec les téléphones portables et publiées sur YouTube. À propos du rôle de

²⁰ Ibidem, p. 172.

l'information – à la fois dans le domaine de la sociologie et de la psychologie sociale – la prédominance d'une information particulière et la capacité à la diffuser sont en mesure d'influencer profondément la société civile au point que le Gén. Sullivan, ex-Chef d'Etat-Major de l'armée américaine, a affirmé que l'information serait l'équivalent d'une victoire sur le champ de bataille. D'ailleurs, comme l'a opportunément observé Luther Blisset, théoricien de la guérilla médiatique antisystème, il est nécessaire d'agir à l'intérieur du système de la communication médiatique en luttant contre le système de pouvoir en utilisant les mêmes armes. À la lumière de ces considérations, est tout à fait appropriée la définition de la guerre donnée par le Gén. Fabio Mini, selon laquelle la guerre *est un contraste entre les volontés des organisations qui emploient tous moyens violents ou coercitifs (affrontements armés, guerre froide, coercition manifeste ou occulte) pour imposer leur propre intérêt ou point de vue*. La pertinence de cette définition dépend de l'absence de l'adjectif *militaire* et de la présence de l'expression *tout* contraste d'organisation. Cela signifie que la limitation aux acteurs présents dans une guerre traditionnelle, limitation relative aux contrastes entre États, disparaît pour céder la place à un contraste entre États et groupes économiques, sociaux ou organisations politiques et non politiques. Dans cette optique, la définition de *netwar* donnée également par Arquilla et Ronfeldt est extrêmement intéressante puisqu'elle constitue l'ensemble des activités mises en œuvre afin de déranger, endommager, ou modifier ce qu'une population donnée connaît ou croit connaître à propos d'elle-même ou de la réalité qui l'entoure. En d'autres termes, ce que des individus antagonistes ont promu et promeuvent à travers les réseaux sociaux, rentre, d'un point de vue stratégique, dans le cadre de la guerre prise dans le sens du Gén. Mini et plus exactement dans la guerre de l'information et, donc, dans la propagande et dans la *deception* ou information altérée, trompeuse et/ou insidieuse. Comme l'a correctement observé le Cap. Alfonso Montagnese, les médias sociaux sont des instruments de relation et de communication de masse dont l'utilisation est effectuée dans le cyber espace, tantôt à travers des plateformes hardware (réseau internet, téléphonie mobile, pc, etc.), tantôt logicielles (Facebook, Twitter, MySpace, LinkedIn, YouTube, etc.). Par rapport aux médias traditionnels, ceux qui utilisent les médias sociaux sont capables d'interagir en temps réel en dépassant ainsi les frontières géographiques. Et bien, lorsque les réseaux sociaux sont utilisés dans un contexte conflictuel asymétrique (dans lequel par exemple s'affrontent, d'un côté, une institution étatique ou une industrie nationale ou multinationale et, de l'autre, un groupe d'activistes altermondialistes) cette opposition se concrétise sous la forme tantôt d'une guerre psychologique (à travers la désinformation, la propagande), tantôt d'une mobilisation antagoniste avec un emploi de ressources réduit. Finalement, les entités politiques et culturelles qui ont mis en œuvre des oppositions de type asymétrique sont : les groupes subversifs nationaux (groupe marxistes-léninistes, groupes anarchiques-insurrectionnels) ;

les mouvements antagonistes/forces extra-parlementaires (mouvement antimondialisation, écologistes, mouvements anti-nucléaire, groupes xénophobes, supporters extrémistes, groupes d'extrême droite) ; les

associations/fondations/associations à but non lucratif ; les confessions religieuses et organisations syndicales/partis politiques. Le Cap. Montagnese, cite très justement le Gén. Francesco Lombardi, vice-directeur et chef du département de Sociologie Militaire du Ce.Mi.S.S (Centre militaire d'études stratégiques), qui souligne que à l'avenir les mouvements de protestation se manifesteront encore à travers des affrontements, des occupations, des manifestations, des soulèvements populaires et auront encore, comme par le passé, des finalités antagonistes mais seront différents en raison de l'interaction entre les manifestants eux-mêmes, entre eux et le pouvoir qui les entrave et, enfin, entre eux et le monde extérieur.

Parmi les contremesures à mettre en place le *warning* stratégique et *horizon scanning* sont certainement très importants puisqu'ils permettent – comme l'indique Montagnese – de tracer l'évolution des menaces à moyen et long terme, de déterminer l'orientation des forces en opposition et d'en prévoir l'évolution. En particulier, les institutions préposées à la sûreté nationale doivent planifier une *Social Media Strategy*, destinée à développer une activité tantôt offensive à travers l'influence, la *deception*, la propagande, tantôt défensive à travers la contre-propagande, la contre-ingérence, et l'*early warning*, menées en employant, directement ou indirectement les médias sociaux.

1. Réseaux sociaux et altermondialisme

Dans un contexte d'antagonisme des mouvements altermondialistes, les réseaux indépendants nés de la société civile près de Seattle (comme par exemple, Indymedia) se sont révélés fondamentaux pour mondialiser l'antagonisme et le rendre, donc, plus ramifié et efficace ; les activistes ont utilisé les réseaux indépendants pour mettre en avant des contenus idéologiques bien définis : écologistes, pacifistes, antimilitaristes, anticapitalistes. À ce propos, il est indubitable que les promoteurs de ces réseaux, parfois consciemment et parfois inconsciemment, ont fait référence – que ce soit d'un point de vue des thématiques ou d'un point de vue des techniques de mobilisation – également aux expériences des mouvements des années 60 et 70 et à celles des années 80, en mettant en pratique à la fois un activisme virtuel et un activisme opérationnel. La structuration de ces réseaux est naturellement horizontale et cela permet un plus grand degré de liberté des flux d'information en empêchant toute hiérarchisation semblable à celle des organisations politiques traditionnelles. À la base de ces réseaux, réside une conviction selon laquelle il existe un droit universel au savoir et au réseau et ce droit est une composante essentielle pour l'exercice des droits de citoyenneté dans un contexte de démocratie participative. Pensons, à ce propos, aux réseaux du mouvement hacker qui trouve ses racines dans le mouvement social des années 70, dans les avant-gardes artistiques cyberpunk, dans l'internationalisme et, en général, dans le phénomène des centres sociaux. C'est justement au cours de la rencontre qui a eu lieu à Naples en mars 2001, contre le Global forum, que le mouvement hacker italien a mis sur pied une

technique dénommée *netstrike* destinée à bloquer les sites internet institutionnels. Toujours en 2001, mais cette fois-ci à Gênes, les réseaux indépendants ont été en mesure de réaliser un Media center qui a mis sur pied une contre-information efficace vouée à délégitimer l'action des forces de l'ordre. Dans le contexte italien, un phénomène important est sans aucun doute celui de l'*Isola nella rete*, considéré comme le phénomène le plus significatif au sein des réseaux indépendants. Née comme association dans la moitié des années 90 avec pour but de mettre à la disposition des mouvements contestataires des instruments de communication et de mobilisation, l'association à travers un réseau de liens étendu, a construit une véritable communauté virtuelle des réalités antagonistes. Pensons, par exemple à comment au sein de *Isole nella rete*, a été réalisé un dossier appelé « *Sotto accusa* » voué à dénoncer les restrictions des droits individuels qui se sont vérifiées à Gênes. Et bien, la sociologie des nouveaux médias, pour définir cette nouvelle modalité de communication, utilise l'expression de communication politique ou *controversiale* en entendant par-là cet ensemble de techniques ou répertoire d'actions de communication qui sont vouées à délégitimer les institutions nationales, supranationales et/ou certaines personnes appartenant à celles-ci pour élargir la démocratie. Grâce à cette nouvelle approche de communication, la démocratie représentative a fait l'objet, parfois directement et parfois indirectement, de critiques de plus en plus larges. Une autre expression utilisée par la sociologie des médias est celle de contre-démocratie, expression qui est utilisée pour souligner le rôle de plus en plus important que jouent les mouvements altermondialistes dans la surveillance et la critique des institutions détentrices du pouvoir politique et économique en se servant, par exemple, des blogs, des forums, des campagnes en ligne, de l'utilisation de listes de diffusion comme instruments de coordination entre activités de groupe. C'est bien dans cette optique que Facebook devient un instrument fondamental de contre-information puisque s'il est utilisé dans une optique antagoniste, il transforme la consommation de nouvelles dans une pratique participative et antagoniste, à la fois dans la sphère virtuelle et dans celle réelle. À ce propos, est extrêmement significative l'expérience du *Popolo viola* qui en se servant justement de Facebook a été capable d'organiser au niveau national une campagne appelée *No Berlusconi day* en se donnant de la visibilité ; un autre exemple d'agrégation politique aux finalités antagonistes est représenté par le blog de Beppe Grillo qui est en train de constituer un nouveau lieu de rencontre et d'interaction politique entre citoyens. Ce blog réussit à agréger de manière assez constante une participation considérable d'environ 200 000 visites par jour et plus de 1000 commentaires pour chaque publication sur le blog ; par ailleurs, le blog a permis la naissance de groupes locaux sous la dénomination des amis de Beppe Grillo, groupes qui sont maintenant environ 400 et qui sont répartis dans plus de 200 villes. L'efficacité opérationnelle de ce blog se déduit du fait qu'entre 2007 et 2008 il a été capable de recueillir d'un minimum de 350.000 à un maximum de 1.350.000 signatures pour la proposition de loi à initiative populaire. Dans le cadre international, un autre exemple réussi de mobilisation populaire est certainement le mouvement américain connu sous le nom de *MoveOn.org* qui bien qu'il ne puisse être

considéré seulement comme altermondialiste a toutefois mis en pratique des thématiques et des modalités opérationnelles semblables à celles altermondialistes. Cette organisation, dans le cadre de la sociologie des nouveaux médias, est appelée meta organisation en entendant par là une organisation radicalement décentralisée qui possède certaines caractéristiques spécifiques parmi lesquelles celle d'être composée d'un noyau organisationnel aux dimensions limitées qui agit comme facilitateur outre que comme producteur des processus d'organisation. En effet, en premier lieu, celle-ci a, par rapport aux organisations traditionnelles, une dimension réduite car son noyau organisationnel oscille entre 20 et 30 personnes et, en deuxième lieu, cette organisation n'a pas de bureau physique et évite donc les frais de gestion administrative. En d'autres termes, d'un point de vue juridique, MoveOn.org est une sorte d'organisation à but non lucratif réticulaire. Cette organisation possède un carnet d'adresses de 5 millions de membres et en l'état actuel elle représente un groupe de pression influent dans la politique américaine contemporaine au niveau des réseaux. À ce propos, son rôle a été significatif en 2008 dans la campagne promotionnelle en faveur d'Obama grâce à laquelle cette dernière a réussi à rassembler 88 millions de dollars pour Obama, en mettant en plus à disposition du futur président américain 933.000 volontaires. Pour en revenir au programme italien, une grande partie des mouvements altermondialistes s'est servi d'un logiciel libre afin de créer ses propres sites internet sur la base de conditions très précises : un combat commun contre les multinationales et contre leur influence et un projet de société alternative par rapport à celle actuelle fondée sur la liberté d'information et sur l'auto-organisation spontanée. Au-delà des raisons strictement idéales il est évident que l'utilisation d'un logiciel libre constitue pour les mouvements antimondialisation un avantage indéniable d'un point de vue économique. Ce n'est évidemment pas une coïncidence si c'est justement pendant le Forum Social Mondial qui s'est tenu à Porto Alegre en 2005, que le président Lula a fait adhérer son pays à la fois au logiciel libre et à l'open source. L'une des caractéristiques les plus importantes à l'intérieur des organisations antimondialisation qui se servent du réseau informatique est certainement la promotion de l'information alternative grâce à laquelle le public participe en première ligne à la gestion des aspects de la communication, fournit d'autres arguments aux sympathisants de certains mouvements tels que celui pacifiste et de la gauche antagoniste. Un autre aspect extrêmement important est la nécessité d'intégrer les informations à travers un travail ramifié sur le territoire en créant, par exemple, des noyaux locaux voués à recueillir toutes les informations pertinentes par rapport aux thématiques affrontées. Un autre instrument de communication alternative est certainement le TeleStreet ou télévision de rue strictement liée à la dimension locale. D'un point de vue strictement technique la télévision de rue naît au sein d'un quartier ou d'un petit centre. D'un point de vue historique, les télévisions de rue naissent tout naturellement au sein du mouvement de '77 et plus exactement au sein du mouvement des radios libres. Un événement particulièrement important concernant la télévision de rue fut celui de 2003, année pendant laquelle de nombreux télé-activistes italiens appelèrent à l'ostentation du drapeau arc-en-ciel pour la paix dans les rues de leurs pays

respectifs. Le public auquel s'adressent les mouvements antimondialisation italiens – surtout ceux qui utilisent internet à travers les sites web, listes de diffusion – est un public global et donc hétérogène. Dans le cadre des mouvements altermondialistes, sont sans aucun doute particulièrement significatifs les sites *Indymedia*, *ControllArmi* et *Peacelink*. Prenons par exemple *ControllArmi* : ce site n'est autre qu'un site internet répondant à la Rete italiana per il Disarmo (réseau italien pour le désarmement) né en mars 2004, réseau qui a été capable de mobiliser ses propres ressources pour dénoncer les modifications à la loi 185 sur l'exportation d'armes ; plus particulièrement, *ControllArmi* est née justement pour défendre la loi 185 et a obtenu un succès considérable et significatif en faisant pression sur quelques influents représentants des institutions parlementaires. La création de *ControllArmi* naît de l'exigence de mettre en œuvre un contrôle de l'armement à court terme et d'autre part sur le long terme, elle vise à obtenir le désarmement généralisé. La présence au sein de cette organisation de certaines réalités antimondialisation importantes parmi lesquelles Lilluput, Attac, Arci, Acli, Fiom-Cgil, Fiom-Cisl, Pax Christi, Un ponte per..., Emergency, est significative. L'étude de l'armement et du désarmement souhaité sur le long terme implique de la part de cette organisation une analyse approfondie de tous les aspects du monde de l'armement, c'est-à-dire les armes légères, les intermédiaires d'armes, les armes nucléaires, l'uranium appauvri et les problèmes économiques et politiques liés à l'exportation légale et illégale d'armes. Les liens très serrés avec *Iansa* – mouvement global pour le contrôle sur les armes légères née en Angleterre – et avec *Safer World* née pour contrôler et étudier l'armement sont extrêmement intéressants ; tout aussi significative est la pression exercée sur le Parlement européen – avec *Safer World* – pour défendre la loi 185.

2. Contre-sommets et altermondialistes

Selon le mouvement altermondialiste, participent habituellement aux sommets institutionnels les diplomates ou les représentants des gouvernements qui n'ont jamais été élus mais qui en revanche reflètent un équilibre de pouvoir entre les États. En d'autres termes, les mouvements altermondialistes revendiquent une logique de démocratie directe qui leur permette d'être protagonistes de la scène internationale. En effet, d'un côté, les contre-sommets se concrétisent en des rencontres non officielles qui affrontent les mêmes problématiques que les sommets traditionnels mais dans une optique profondément critique par rapport aux choix gouvernementaux et également par rapport aux choix des entreprises néolibéralistes, et, de l'autre, les contre-sommets utilisent des modalités opérationnelles bien différentes par rapport à celles traditionnelles (et parmi celles-ci la contre-information, la désobéissance civile etc.). Du point de vue historique, les contre-sommets sont nés autour des années '60 et ont trouvé le moyen de se concrétiser tantôt dans le tribunal contre la guerre du Vietnam créée en 1967, tantôt dans le Tribunal permanent des peuples fondé à Alger en 1976 et

définitivement institué en 1979. Bien entendu, la composition de ces tribunaux, loin d'être super partes – a été le résultat de visions du monde profondément imprégnées des idéologies tiers-mondistes, anticapitalistes et antimilitaristes. Une autre racine historique des contre-sommets que Mario Pianta décèle concerne les mouvements en faveur de la paix qui se sont développés autour des années '80. Les spécialistes des mouvements altermondialistes reconnaissent explicitement que l'expérience des années '70 et '80 des mouvements de gauche et des mouvements écologistes représenta une expérience fondamentale puisqu'une grande partie des activistes engagés sur ce front poursuivront leur engagement au sein des mouvements altermondialistes. Quant à leur dangerosité pour les institutions militaires nationales et supranationales, il faut bien penser que certains de ces contre-sommets ont remis en cause l'existence même de l'OTAN ou ont demandé la démocratisation de l'ONU entendant par démocratisation la présence ramifiée des organisations altermondialistes dans les processus de décision de l'ONU. D'un point de vue historique, le premier exemple de contre-sommet a été sans aucun doute Seattle (1999), contre-sommet organisé par des groupes parfois hiérarchisés, parfois informels qui à travers une organisation articulée ont réussi à faire converger dans la ville américaine 60.000 personnes. L'impact médiatique déterminé par le contre-sommet a donné l'espoir que l'on puisse mettre en œuvre justement à travers les contre-sommets, une mondialisation qui partirait du bas. Pensons par exemple, au contre-sommet de Davos en janvier 2000, à celui qui s'est tenu en avril à Washington, à celui intervenu en mai 2000 à New York, appelé Millenium Forum qui a vu la participation de 1200 participants. L'apogée de ces contre-sommets a sûrement été Porto Alegre en janvier 2000, qui fut le fruit de l'alliance entre le Parti des travailleurs brésiliens, les syndicats, le mouvement des Sem Terra et Attac. Cet événement mondial a rassemblé 20.000 activistes venus de tous les continents et a été le point de départ du contre-sommet du G8 de Gênes qui a eu lieu en 2001. Bien évidemment, l'une des raisons pour lesquelles les contre-sommets se sont développés réside dans le défi lancé au système étatique et économique néolibéraliste sur le plan politique et sur le plan économique. La stratégie poursuivie par les individus faisant partie de ces contre-sommets a été – pour employer l'expression de Pianta – tantôt une stratégie réformiste (cette approche porte son attention sur les changements de procédure, sur des choix politiques spécifiques et est une stratégie menée par les ONG, dans le but de créer là où c'est possible une intégration avec les organisations intergouvernementales), tantôt la stratégie radicale-alternative (cette approche remet radicalement en cause les centres de pouvoir existants et indique de nouveaux modèles d'action collective telles que les nouvelles structures démocratiques alternatives à celles néolibéralistes), tantôt, enfin, une stratégie de résistance née surtout dans le Sud ayant pour but de mettre en place une action coordonnée au niveau national et international selon une fonction antagoniste. La stratégie poursuivie jusqu'à présent par les institutions – au-delà de la légitime répression face à la manifestation de la violence – a consisté, tantôt dans la modification superficielle de leur projet politique, tantôt dans l'intégration à travers la cooptation. Toutefois, dans le cadre de l'ONU, l'on a fait le choix d'accepter les instances

provenant de la société civile en accréditant les choix antilibéralistes de nombreuses ONG et en leur permettant d'élargir le décalage entre institutions supranationales, c'est-à-dire, d'intensifier – par exemple – le contraste entre les choix de l'OTAN et ceux de l'ONU. Quoiqu'il en soit, il est évident que la stratégie poursuivie sur le long terme par les contre-sommets est celle consistant à provoquer des changements effectifs, c'est-à-dire structurels du système. À ce propos, le fait d'analyser certains aspects du document de l'assemblée de l'ONU des peuples qui s'est déroulée à Pérouse en septembre 1995 devient significatif. À la lecture du document, émerge, en premier lieu, le fait que le mouvement altermondialiste veut reconduire les institutions supranationales au sein du système des Nations Unies, que les États doivent abandonner la logique de la sûreté nationale afin de réaliser un désarmement réel (en convertissant les institutions militaires nationales en forces de police internationale sous l'autorité ou commandement des Nations Unies), que les États doivent créer une force non armée et non violente à employer à la place de celle actuelle et, enfin, que l'on doit favoriser la promotion de l'éducation à la paix et aux droits de l'homme dans le contexte des institutions de formation. Particulièrement intéressantes sont les considérations formulées par la Tavola della pace (la table de la paix) dans les *Documents des assemblées de l'ONU des peuples* élaborés à Pérouse entre 1995 et 1999. En premier lieu, les rapporteurs de ce document affirment la nécessité de reconduire dans le cadre des Nations Unies, les institutions comme le Fonds Monétaire et la Banque Mondiale ; en deuxième lieu, ils expriment l'exigence que les États abandonnent pour toujours la logique de la sûreté nationale ; en troisième lieu – et par conséquent – le pacifisme théorisé par ce document implique le désarmement, le refus du commerce international d'armes, la reconversion des armées nationales en forces de police internationale sous le contrôle de l'ONU mais surtout il implique la réalisation d'une force non armée et non violente qui remplacera peu à peu l'institution militaire qui existe actuellement. À la lumière de ces propositions, il apparaît tout à fait évident que les rapporteurs refusent de légitimer la guerre juste, de légitimer l'ingérence humanitaire ; au contraire l'on soutient la nécessité d'internationaliser le droit pénal à travers les tribunaux internationaux, de condamner le néolibéralisme et surtout l'on souligne le rôle déterminant, pour un changement positif de la réalité, des organisations provenant de la société civile, des organisations qui jouent – et qui peuvent jouer – un rôle déterminant pour la paix, pour une économie solidaire, pour la promotion des droits de l'homme et de la démocratie. Tout aussi significative est la thèse de nature pédagogique qui émerge très clairement du document : en effet, les rédacteurs de la Tavola della pace soulignent la nécessité de promouvoir l'éducation à la paix, aux droits de l'homme et à la non-violence dans les programmes scolaires. Et bien, ces propositions formulées par la Tavola della pace ont une nature typiquement démocratique ; en réalité une lecture plus attentive, et surtout en mesure de déterminer les implications opérationnelles de ces propositions, montre clairement la nature essentiellement antagoniste – et donc en rupture radicale avec l'ordre établi – de ces réflexions. En effet, les objectifs que la Tavola della pace entend atteindre sont : en premier lieu, celui de démanteler les organisations internationales du commerce,

d'accéder aux centres du pouvoir supranational en s'accréditant au niveau institutionnel dans le cadre de l'ONU, de remplacer les institutions actuelles dans le but de planifier une politique internationale et économique complètement opposée à celle actuelle. En deuxième lieu, Tavola della pace se propose de supprimer les institutions militaires nationales et supranationales et de les remplacer par une force armée non violente. Le refus à la fois net et radical du néolibéralisme – c'est le troisième aspect – induit les rapporteurs du document à voir dans les organisations commerciales équitables et solidaires – tout comme dans les banques alternatives telle que la Banque éthique – les seules alternatives pouvant être poursuivies de façon réaliste et en mesure de démanteler les organisations commerciales actuellement existantes qui se fondent sur la simple logique du profit capitaliste. Enfin – et c'est le quatrième aspect – l'emphase mise sur l'éducation à la paix – à promouvoir dans le cadre scolaire et universitaire – vise à mener une guerre psychologique systématique à travers une désinformation ramifiée – de façon à induire les étudiants à refuser la légitimité des institutions militaires et à voir en elles uniquement des institutions illégitimes et immorales. En définitive, le programme formulé par Tavola della pace est à tous les effets un programme politique de large envergure qui vise à la conquête du pouvoir bien qu'avec des instruments non violents (en rejetant, donc, les techniques traditionnelles telles que le coup d'état, le terrorisme ou la guérilla) et au remplacement des institutions militaires et économiques par d'autres institutions contrôlées par les délégués des organisations laïques et religieuses de matrice pacifiste et altermondialiste.

Chap. VI

Subversion culturelle et désinformation dans la réflexion de Frans Van der Hoff et de Slow Food

Comme on le sait, dans le cadre de l'histoire de la guerre psychologique, la définition que le psychologue français Roger Mucchiello donna en 1976 de la subversion, a revêtu une signification particulière. Sur la base de son interprétation la subversion était essentiellement une action préparatoire destinée uniquement à délégitimer le pouvoir, à l'affaiblir et à démoraliser les citoyens. La subversion agissait sur l'opinion publique à travers des instruments subtils et en même temps sophistiqués. Et bien, il ne fait aucun doute qu'en réfléchissant sur l'interprétation donnée par le psychologue français émerge de prime abord l'importance décisive de l'utilisation offensive du mot. Dans le détail, la subversion se réalise par le biais de la propagande – qui s'adresse à la dimension irrationnelle de l'esprit du destinataire –, par le biais de la publicité par laquelle la subversion est transmise à un très vaste public qui sera donc influencé, par le biais de l'intoxication qui consiste à fournir des informations erronées dans le but d'induire l'interlocuteur à prendre des décisions qui lui nuiront et enfin, par

le biais de la désinformation qui n'est autre qu'une manipulation de l'opinion publique à des fins politiques. Plus particulièrement, la subversion veut atteindre trois objectifs : comme premier objectif elle vise à décrédibiliser et à désintégrer la cohésion interne en instillant le doute quant aux valeurs sur lesquelles se construit la société et en culpabilisant les individus qui croient en ces valeurs. En d'autres termes, la subversion doit fournir à ses interlocuteurs l'impression qu'il est inutile de lutter contre l'influence et doit donc être en mesure de réduire les moyens de défense en semant la discorde ; le second objectif que la subversion poursuit ne peut être que celui d'affaiblir les institutions établies en contribuant par conséquent à renforcer les contestataires ; comme troisième objectif, la subversion vise à neutraliser ces groupes qui légitiment le pouvoir établi y compris à travers l'infiltration d'agents subversifs. À ses côtés, agit également la propagande subversive laquelle, afin d'atteindre ses objectifs, ne peut que recruter et opérer un véritable prosélytisme pour convertir, endoctriner et enfin intégrer les groupes récalcitrants en se préparant ainsi à mettre en œuvre une action subversive à grande échelle. Bien entendu, la propagande subversive ne pourra que faire appel à la justice, à la liberté dans le but de déterminer la décision de l'opinion publique d'un côté, et de l'autre, l'indignation de cette dernière à l'égard des détenteurs du pouvoir. Une autre technique dont se sert la subversion est certainement celle du manichéisme par lequel l'on réalise une opposition nette et radicale entre le bien et le mal : d'un côté, en effet, la subversion mettra en évidence la présence d'une situation au sein de laquelle dominant uniquement la guerre, la mort, la misère, la tyrannie, l'injustice, l'inégalité, alors que de l'autre côté, elle se fera le porte-parole de valeurs positives telles que la justice, la liberté ou en tous cas de valeurs considérées comme universelles. Et bien, les principaux risques de la subversion viennent non seulement des groupes commerciaux et industriels concurrents mais aussi des groupes écologistes et antimondialisation. La particularité de cette subversion réside dans la capacité à utiliser les moyens de communication de masse et d'Internet afin d'amplifier leur valeur subversive. Parmi les techniques les plus fréquentes l'on utilise celles qui, habituellement, sont en mesure de provoquer un influx majeur telles que les manifestations publiques, la réalisation de contre-sondages, les appels à des experts de partie, la construction d'observatoires ou la rédaction de livres blancs. Une autre technique souvent utilisée est celle consistant à amener le concurrent sur le territoire du ridicule et en même temps à souligner le rôle fondamental du martyr face à l'injustice commise par l'institution ou par les industries. L'usage du droit comme terrain de manœuvre est sûrement l'une des techniques subversives les plus efficaces : l'expert juridique est, en effet, en mesure de battre le géant, la multinationale. En outre, le droit constitue un parfait instrument de résonance médiatique puisqu'il permet de souligner le fait que la cause pour laquelle on lutte est celle de la justice. Par ailleurs, emmener l'adversaire sur le terrain juridique permet de récupérer toutes les icônes des mythes anciens et modernes dans lesquels le héros livre sa propre bataille pour la Vérité contre le Tyran. Si, en plus, l'action entreprise dans le cadre juridique est couronnée de succès, la société civile finira par juger les vainqueurs comme les bons et les perdants comme les méchants et ce, avec des conséquences immenses sur le plan

médiatique. Non seulement : l'action juridique si elle est bien menée peut créer un véritable climat de terreur paralysante surtout par vis-à-vis des dirigeants d'entreprise. En d'autres termes, mener à bien une action juridique est certainement l'un des meilleurs instruments dans le domaine de la guerre de l'information et de la déstabilisation subversive. En l'état actuel, donc, une entreprise doit être en mesure de mettre en place une stratégie capable de s'opposer à la subversion mais pour que cela puisse se produire il est indispensable de dépasser le gap générationnel au niveau de la gestion managériale. En d'autres termes, la culture du management doit être imprégnée de culture subversive pour être capable de prendre des mesures à la fois défensives et offensives que le désaccord avec les entreprises concurrentes et avec les associations antimondialisation imposent. Maintenant, l'inaction et/ou la défense statiques sont, sur le long terme, totalement inefficaces contre la subversion et par conséquent, la direction managériale devra être capable de prendre en premier l'initiative de combattre l'offensive. À travers un groupe d'experts en guerre de l'information, la gestion managériale devra être en mesure d'opérer un renversement dialectique des armes de l'adversaire, d'utiliser les techniques subversives contre les subversifs eux-mêmes et en même temps, elle devra utiliser les instruments du droit civil comme pénal pour réfuter de façon rapide les attaques qui sont lancées.

Afin d'illustrer ce que l'on vient d'affirmer il est opportun de prendre deux exemples tirés de l'infinie littérature altermondialiste : d'un côté, la réflexion de l'un des pères fondateurs du commerce équitable et solidaire, Frans Van der Hoff et, de l'autre, celle de l'organisation connue sous le nom de Slow Food.

Le théologien de la libération hollandaise Van der Hoff – ex-soixante-huitard et ex-militant contre la guerre du Vietnam – énonce les principes qui sont à la base du commerce équitable, de façon tout à fait claire, selon la technique typique et caractéristique de la diabolisation de l'adversaire. La mondialisation ne serait autre que l'étape ultime de la mort des cultures. Parmi les principaux mal-être de la société individuelle il n'y aurait pas que l'individualisme mais également la rationalité fonctionnelle et la bureaucratie autoréférentielle, auxquels le théologien hollandais ajoute naturellement le rôle de serviteur qu'ont les gouvernements ploutocratiques à l'égard du capitalisme. Pour utiliser un langage très connu dans le domaine de la théorie marxienne, le théologien hollandais précise le fait que le système capitaliste serait une forme d'aliénation construite sur une véritable religion sécularisée, c'est-à-dire sur la foi en un marché libre. De la même manière, le libéralisme exprimant sur le plan théorique cette confiance aveugle à l'égard du marché libre renferme sans aucun doute en soi des côtés obscurs et pervers. Si l'on recourt à un langage qui s'inspire explicitement de la mythologie l'auteur remarque que la mondialisation a apporté avec elle un bagage de monstres, de dragons aux multiples têtes qui ne sont autres que les multinationales. L'une des conséquences auxquelles le libéralisme a conduit a sûrement été l'homologation généralisée à cause de laquelle tout le monde finirait par vivre, selon le théologien hollandais, de la même façon et à cause duquel la diversité entre les cultures s'effacerait. Évidemment, les liens sociaux également ont été corrompus par la

mondialisation. Toujours en se référant à l'image du monstre pour indiquer la mondialisation actuelle, le théologien hollandais affirme que le système a laissé derrière lui une traînée de victimes qu'il a sacrifiées dans sa marche vers le progrès et desquelles il se serait nourri pour se développer. En effet, si le capitalisme a eu un succès si évident, c'est uniquement en raison de l'exploitation de la planète et de la population. La seule solution pour lutter contre ce système est non seulement de le critiquer de manière impitoyable – et de critiquer de manière impitoyable la logique des multinationales – mais surtout de construire des alternatives économiques équitables et solidaires qui naturellement, selon le théologien hollandais, s'inspirent de principes complètement différents de ceux du capitalisme et qui permettent une justice et une équité. D'ailleurs, l'expérience de mai '68 n'a-t-elle pas enseigné peut-être que contester le système devient légitime et crédible uniquement et dans la mesure où l'on est capable de construire des propositions alternatives concrètes ? Mais encore : le mouvement de Seattle – comme, d'ailleurs, celui zapatiste au Mexique – n'a-t-il pas enseigné peut-être que le moment est arrivé de construire une conscience internationale contre les multinationales et contre l'actuel capitalisme dans le but de dépasser les déséquilibres du monde ? En conclusion de son manifeste le théologien hollandais observe que, à côté du rôle indispensable joué par la société civile pour soutenir le commerce équitable et solidaire, l'apport du monde académique et du micro-crédit et tout aussi significatif.

Parmi les techniques de désinformation qui sont mises en œuvre par le mouvement Slow Food, les plus importantes sont sûrement la mystification par omission, le recours à la mythisation et à la diabolisation qui conduit inévitablement à une perception manichéenne de la réalité. Dans ses documents programmatiques le mouvement fondé par Carlo Petrini – et récemment sponsorisé par le metteur en scène Ermanno Olmi – fait fréquemment usage du topos typhique de la contre-culture et surtout du romantisme : l'identification de la vitesse à la civilisation industrielle moderne à laquelle il oppose la lenteur de la civilisation paysanne ; un autre topos est sans aucun doute l'identification de la modernité à la machine, identification qui est caractéristique non seulement du romantisme européen mais aussi des critiques de la civilisation moderne. En ce qui concerne le processus de mythisation, il suffit de se rappeler la façon dont est décrite, dans les documents du mouvement, la civilisation paysanne – que l'on exalte et dont on fait l'éloge – et à laquelle l'on oppose – selon une logique dichotomique – la civilisation capitaliste. Ce procédé de mythisation est également un processus d'omission puisque l'on omet toutes les données de nature historique et économique qui invalident de manière évidente la reconstruction que l'on fait de la civilisation paysanne. En effet, il est tout à fait illégitime historiquement d'affirmer que dans la vie paysanne de l'Italie préindustrielle il existait des repas abondants, une alimentation saine et savoureuse. Comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire à propos des présupposés du mouvement du commerce équitable et solidaire, le mouvement de Carlo Petrini aussi donne une interprétation du monde de matrice clairement contre-culturelle soixante-huitarde. À ce propos, il suffit de souligner que le

programme politique à long terme du mouvement consiste justement dans la volonté de changer radicalement les habitudes alimentaires de la société civile en plus des modalités de production et de distribution de la nourriture. D'ailleurs pour Slow Food, dans la civilisation d'aujourd'hui il y aurait une évidente privation sensorielle qui conduirait l'homme contemporain à l'engourdissement de sa faculté d'entendre, de voir, de toucher, de goûter et de sentir. Cet héritage idéologique détermine, selon une implacable logique conséquentielle, la diabolisation de la société de consommation et du capitalisme. Une autre forme de mystification extrêmement intéressante pour notre recherche est celle concernant l'interprétation que l'on donne de la connaissance scientifique : en premier lieu, cette dernière est séparée en bonne et mauvaise connaissance, l'on en refuse certaines implications – par exemple celles relatives aux biotechnologies – et l'on en accepte d'autres qui légitiment le point de vue du mouvement ; en deuxième lieu, à travers la technique de l'omission, l'on accepte uniquement les résultats qui confirment le point de vue du mouvement. Un autre exemple également intéressant dans le contexte de la mystification est celui relatif au concept de naturalité et d'agriculture : en effet, contrairement à ce qui a été soutenu par le mouvement le concept de naturalité appliqué à l'agriculture est simplement fictif puisque tout comme aucune des plantes cultivées par l'homme n'existe en nature, de la même manière les animaux domestiques sont le fruit d'une méticuleuse sélection faite par l'homme. En d'autres termes, l'agriculture en tant qu'activité humaine a été l'un des premiers exemples d'intervention humaine sur la nature, intervention destinée à la modifier et à l'adapter aux exigences de l'être humain. Concernant le processus de désinformation, il suffit de citer les scénarios apocalyptiques que le mouvement décrit et desquels l'on déduit que la civilisation humaine est désormais arrivée à son épilogue : le capitalisme serait une forme d'individualisme plus poussé et plus égoïste étant donné qu'il conduirait à l'avilissement et au dépérissement de tous biens communs tels que la terre et l'eau, la paix et le bonheur. À côté de la technique de la diabolisation, le mouvement de Carlo Petrini se sert de la technique de désinformation de la mythisation par omission : la civilisation alternative qui est proposée par le mouvement présente des traits semblables à ceux des sociétés primitives préindustrielles dans lesquelles, par exemple, la donation constituait la base du système social et économique. Cette thèse apparaît vraisemblable puisque le mouvement, à travers la technique de l'omission, évite de rapporter au lecteur toutes ces données de la recherche anthropologique qui, à l'inverse, démontrent que les sociétés préindustrielles étaient fondées sur le vol, sur la violence et sur l'exploitation systématique de la nature outre que sur l'esclavage. De manière cohérente avec ses présupposés idéologiques anticapitalistes et antiliberalistes, le mouvement propose des réformes sur le long terme radicales d'un point de vue moral, grâce auxquelles l'esprit utilitariste et individualiste du commerce se sera transformé en esprit altruiste et communautaire, mais surtout des réformes de nature économique grâce auxquelles l'agriculture de masse voulue par les multinationales sera remplacée par une agriculture de type traditionnel, préindustriel et non intensif.

Chap. VII

Contre-information et désobéissance civile dans la Campagne contre la School of the Americas

Le Père Roy Bourgeois – né aux États-Unis, vétéran de la guerre du Vietnam, membre de l'ordre missionnaire catholique Maryknoll mettra sur pied, y compris grâce à l'étude des écrits de Gandhi et de Luther King, une campagne efficace de contre-information et de désobéissance civile à l'égard de la School of the Americas (Soa), située en Géorgie à l'intérieur du Fort Benning, accusée d'avoir formé des officiers et des sous-officiers latino-américains dans la contre-insurrection à travers l'utilisation de techniques de torture et actions de contre-terrorisme qui ont systématiquement violé les droits de l'homme et ont contribué à instaurer les principales dictatures d'Amérique latine.

Les principales techniques de contre-information et de désobéissance civile utilisées par le Père Roy ont servi à dénoncer les crimes contre l'humanité commis par l'école militaire américaine mais surtout à dénoncer et en même temps à décrédibiliser au niveau international, la politique étrangère américaine en Amérique latine.

En deux mots, le répertoire utilisé par le Père Roy peut facilement être résumé de la manière suivante :

1. utilisation des radios – par exemple celle catholique en 2002 à Los Angeles – pour dénoncer la violation systématique des droits de l'homme de la part de la Soa ;
2. création d'un site Internet-www.soe.org en mesure de documenter publiquement et au niveau international ses argumentations ;
3. construction de relations nationales et internationales dans le cadre politique, ecclésiastique, et dans le contexte des organisation des droits de l'homme (l'on pense, à ce propos, au rôle joué dans le soutien de la cause du prêtre antagoniste par la Commission d'enquête de l'ONU, par Human Rights Watch, par Amnesty International, par le tribunal international des droits de l'homme, par Pax Christi, par une bonne partie de l'Église catholique américaine, par l'Église méthodiste de Colombie, par l'Assemblée de l'État de New York, par la Commission pour la justice et la paix de la CEI et par d'influents représentants du Congrès américain présents à la fois dans les rangs des républicains et des démocrates.
4. utilisation des principales techniques de la désobéissance civile et parmi celles-ci : les grèves de la faim individuelles et collectives, les veillées nocturnes face à l'école militaire américaine, l'enchaînement aux grilles de l'école militaire, les cérémonies de prière, l'usage d'un répertoire symbolique (tel que l'utilisation de la croix blanche de 18 pouces et les cercueils symbole de la mort apportée par l'école militaire américaine sur indication politique), action de lobbying à la fois auprès des

institutions politiques, ecclésiastiques et surtout auprès de la presse nationale qui aura tout loisir de donner une ample résonance aux dénonciations du prêtre catholique. À ce propos, il suffit de souligner comment « Newsweek » et le « Los Angeles Times » réussirent à donner la voix et de la crédibilité internationale aux déclarations du prêtre catholique.

Et bien, face à cette large offensive articulée les institutions réagirent de manière tout à fait inappropriée, par des procédures standard et totalement inefficaces en plus d'être contreproductives. Tout d'abord, pour arrêter les protestations des activistes-partisans du prêtre catholique l'on procéda par des dénonciations de type pénal, des arrestations et surtout la négation persistante, de la part du commandant de l'école militaire américaine, de la réalité dénoncée par toutes les principales organisations des droits de l'homme. En deuxième lieu, la tentative de changer le nom de l'école en l'appelant Western Hemisphere Institution for Security Cooperation – et son objectif en réorientant les techniques contre-insurrectionnelles contre les narcotrafiquants d'Amérique latine, furent totalement hors propos et pas en mesure de soutenir l'offensive de contre-information du prêtre catholique.

Conclusion

De cet épisode, il est possible de tirer certains enseignements qui sont, à notre avis, très importants. Tout d'abord, au moment même où l'antagonisme religieux ou laïque de type antimilitariste trouve écho auprès des institutions politiques nationales et auprès de la presse accréditée au niveau national et internationale, la visibilité et l'efficacité de la campagne de contre-information sont assurées. Ensuite, la construction d'importantes relations et alliances avec les associations, les ONG, les journalistes, les intellectuels – toujours dans une optique interclasses – permet au message de la contre-information de pénétrer largement et de façon ramifiée à l'intérieur de la société civile en donnant de la crédibilité et de la notoriété aux opposants et à la cause pour laquelle ils se battent.

Chap. VIII

Boycott et guerre de l'information dans la réflexion et dans la pratique de Francesco Gesualdi

1. Le Centro Nuovo Modello di Sviluppo contre Artsana

Francesco Gesualdi débute son essai, publié pour la première fois en 1999 et intitulé *Manuel pour un consommateur responsable*, en indiquant une règle fondamentale utile pour entamer un combat contre une entreprise : l'on doit partir non pas de l'arme la plus puissante mais de celle la plus faible. En effet, l'entreprise pourrait céder sans qu'il y ait besoin d'utiliser des méthodes extrêmes ; de plus, l'on doit prendre en compte le fait qu'il existe une probabilité pour que, au cours du combat, il faille utiliser des armes plus puissantes lorsque les autres moyens n'ont pas donné le résultat escompté. Aussi, il est toujours bien de commencer par une campagne d'opinion publique contre les entreprises, étant donné que ces campagnes seraient pour les entreprises un véritable choc et suffiraient, parfois, à leur faire faire immédiatement marche arrière. Gesualdi cite toute une série d'exemples, parmi lesquels l'on a choisi le cas Chicco. Kuyong est une ville chinoise qui au début des années '90 hébergeait une usine de jouets, la Zhili, appartenant à une société elle-même chinoise qui produisait des jouets pour le compte de l'entreprise Chicco. Le 19 novembre 1993, un incendie éclata dans l'usine et les deux-cents jeunes filles qui travaillaient dans les étages supérieurs, en voyant la fumée, tentèrent de s'échapper par la grille située au rez-de-chaussée mais qui était fermée. Elles essayèrent alors de fuir par les fenêtres lesquelles étaient bloquées par des barreaux. Quelques-unes réussirent à les forcer et à se jeter par la fenêtre. Le bilan final a été de 87 jeunes filles carbonisées et 40 blessées (10 resteront invalides). Après ce compte-rendu, Gesualdi explique que Chicco appartient à la société Artsana qui a son tour fait partie du groupe Catelli, lequel fabrique toute une série de produits dédiés à la petite enfance pour le compte de différentes marques. L'auteur, après avoir rappelé que Chicco réalise un profit annuel de 20 milliards, explique la stratégie adoptée par le groupe Catelli et par conséquent, par Chicco. Chicco serait, essentiellement, en train de se passer de société productrice à société commerciale puisque la production aurait été transférée en Asie où la main d'œuvre serait jusqu'à 20 fois moins chère. La multinationale, après avoir conçu un produit, confie à ses agents la mission de trouver en Asie une usine qui soit disposée à le produire au prix le plus bas. Dans le cas de Chicco, c'est l'agence de Hong Kong qui trouve ces usines qui permettent aux multinationales « d'éviter tous les risques liés à la production et de n'assumer aucune responsabilité en ce qui concerne les conditions de travail »¹. Selon Gesualdi cette stratégie serait satisfaisante pour les gouvernements qui acquerraient ainsi des capitaux étrangers, mais également pour les multinationales asiatiques qui pourraient profiter de main d'œuvre à exploiter et pour celles européennes et américaines qui pourraient vendre leurs produits à un prix dérisoire sans supporter de risques. Les perdants seraient les travailleurs contraints à des horaires massacrants et à des salaires de misère. Gesualdi rappelle que l'usine en question se trouvait dans l'une des zones franches éparpillées dans le sud de la Chine à l'intérieur desquelles les entrepreneurs étrangers auraient toute une série d'avantages, parmi lesquels l'usage gratuit de terrains et de locaux, la possibilité d'exporter leurs profits sans payer de taxes et l'absence de droits

¹ F. Gesualdi, *Manuale per un consumo responsabile*, Feltrinelli, Milan 2002, p. 11.

de douanes, aucune contrainte environnementale, la possibilité de pouvoir sous-payer les ouvriers et des mesures de police pour surveiller les travailleurs. En Chine, il arrive souvent que les paysans pauvres se déplacent de milliers de kilomètres pour aller travailler dans ces usines et qu'ils dorment dans l'usine même à l'étage supérieur avec le risque d'être brûlés vifs en cas d'incendie. Souvent, dans ces usines, les ouvriers peuvent se servir des toilettes uniquement deux fois par jour pendant quelques minutes et n'ont aucune garantie ; on peut leur faire du chantage et les licencier très facilement, il n'existe aucune sécurité sur le lieu de travail (beaucoup meurent) et aucune liberté syndicale et droit de grève. Après la tragédie dont on a parlé, le tribunal citoyen a condamné le propriétaire de l'usine à deux ans d'emprisonnement. Toutefois, ledit propriétaire est sorti de prison après onze mois. Selon la loi chinoise, les familles des jeunes filles qui avaient trouvé la mort dans l'incendie auraient dû obtenir environ trois millions de lires et une rente (80% du salaire) mais, puisqu'il n'existait pas d'assurance contre les accidents et parce que après la tragédie, Zhili a déposé le bilan, initialement les familles n'obtinrent rien. L'État est donc intervenu en octroyant 5 millions de lires aux familles des victimes mais sans rien octroyer aux jeunes filles grièvement blessées qui restèrent dans cette région dans un état semi-végétatif sans pouvoir retourner chez elles. Dans ce cas, selon Gesualdi, c'est celui qui gagne le plus qui ne paye rien : la multinationale donneur d'ordre, c'est-à-dire Canetti. L'écrivain explique ensuite qu'en réunissant une série d'associations et le syndicat chinois et en profitant d'événements médiatiques tels que la marche d'Assise et le sommet de Perugia qui y était lié, les victimes ont finalement eu ce qui leur revenait. Le Centro nuovo modello sviluppo a promu la campagne « Giochi leali » (Jeux loyaux) : 100000 cartes postales furent imprimées lesquelles une fois diffusées devaient être envoyées par les différents usagers à Artsana, au syndicat et à l'Association des industriels du jouet. Dans les cartes postales il était écrit que l'expéditeur s'engageait à ne plus acheter aucun produit Chicco tant que la société ne prenait pas ses responsabilités en dédommageant les victimes. Environ 5 mois après le début de la campagne et après avoir fait participer non seulement les associations de consommateurs mais également la Mairie de Milan, par exemple, la campagne porta ses fruits et Michele Cartelli, PDG de Artsana, annonça avoir signé un accord avec le syndicat chinois par lequel il aurait ouvert droits aux requêtes des victimes. Un fond de 300 millions pour les dédommager fut ainsi institué et l'on instaura un code de bonne conduite.

2. La campagne contre Del Monte au Costa Rica et l'opposition au solidarisme

Un autre campagne particulièrement emblématique qui a porté ses fruits est sans aucun doute celle menée par le syndicat de la banane du Costa Rica (SITRAP) et par *World Development Movement* (organisation anglaise pour la coopération), contre Del Monte. Les deux organismes se sont rencontrés à Pise à l'occasion de la conférence « Nord-Sud. Nouvelles alliances pour la dignité et le travail » (1995). Avant de clarifier ce

qu'est une alliance gagnante, il convient de décrire le contexte d'Amérique latine et notamment du Costa Rica. Vers la moitié des années '90, dans les plantations de ce pays, les droits des syndicats n'étaient pas protégés et les multinationales avaient l'habitude de recourir en plus qu'à la répression, à une tactique plus sournoise en soutenant le solidarisme. Ce mouvement, né au Costa Rica en 1962 à l'initiative du prêtre cubain Eduardo Aguirre et divulgué par le biais de l'école voulue par l'archevêque de S. José, Mgr. C.H.R. Quiros, se base essentiellement sur l'idée selon laquelle les ouvriers et les entrepreneurs ne doivent pas lutter les uns contre les autres mais collaborer dans un climat solidaire, justement, pour le bien commun de l'entreprise. Concrètement, cela signifie que les syndicats sont remplacés par certains comités d'ouvriers et dirigeants où les premiers sont formellement élus par les ouvriers eux-mêmes. En réalité, Gesualdi remarque que souvent les représentants des ouvriers sont, en effet, élus par les ouvriers eux-mêmes, mais il s'agit de toute manière de personnes déjà importantes et en général fidèles aux chefs. En définitive, ce système cacherait une politique clientéliste et paternaliste destinée à minimiser les requêtes des travailleurs et à favoriser uniquement le profit. Les travailleurs seraient amadoués par de menus avantages comme la création d'activités sportives ou culturelles, une cantine, un point de vente, l'institution de fonds d'entreprise. Naturellement, cette approche est soutenue par les « patrons » surtout parce qu'il s'agit d'une façon alternative de boycotter la diffusion des syndicats et les affaiblir, en leur coupant, comme on dit, l'herbe sous le pied. Donc, dans les années '90, les adhérents au syndicat auraient diminué de façon exponentielle par rapport aux inscriptions au solidarisme. Voyant cette situation, le syndicat du Costa Rica a décidé de monter une nouvelle stratégie basée sur l'alliance entre les producteurs du Sud et les consommateurs du Nord. C'est dans cette optique que se crée l'association entre le SITRAP et l'organisation à but non lucratif *World Development Movement* qui œuvre en Angleterre là où se trouve le siège principal de la société Del Monte en Europe. La préparation au combat a duré un an et a débuté au printemps 1997. Au Costa Rica, les syndicalistes organisaient la mobilisation contre les « patrons » et au même moment, en Angleterre, l'on utilisait la stratégie de l'envoi des cartes postales. Dans ce cas aussi, les consommateurs menaçaient de ne plus acheter les produits de la multinationale si cette dernière ne revoyait pas sa politique syndicale. Au mois d'août, la société Del Monte, a cédé en signant un accord avec le syndicat et en s'engageant à « établir un nouveau modèle de relations syndicales »².

3. L'implication de la presse et le cas Levi's

Gesualdi précise que l'envoi des cartes postales n'est pas suffisant pour boycotter une entreprise ; en effet, afin d'obtenir le résultat escompté il est nécessaire d'impliquer la presse et catalyser l'attention sur soi à travers des gestes sensationnels au

² Ivi, p. 17.

goût symbolique qui soient « appétissantes de par leur spectacularité »³. D'autre part, les entreprises seraient particulièrement vulnérables à ces attaques car leurs affaires dépendraient de plus en plus de leur image. Ainsi, de nombreuses entreprises dépenseraient beaucoup d'argent pour associer leur marque aux logos d'associations humanitaires comme L'Unicef. Parfois, elles promouvraient elles-mêmes des publicités sociales. Bien évidemment, si une entreprise lie son image à des combats de ce genre elle doit faire attention à adapter sa conduite aux standards sociaux et humanitaires mis en avant parce que s'il s'avérait qu'il existe une incongruité, les dégâts seraient énormes. Gesualdi cite en ce sens, le cas de Levi's qui avait des usines de production à Saipan, une zone appartenant aux USA, où l'on pouvait contourner beaucoup de règles qui en revanche ne pouvaient l'être aux États-Unis. Malgré le fait que les règles de production en vigueur aux États-Unis n'étaient pas respectées, les produits étaient mis, néanmoins, sur le marché avec une rassurante inscription Made in USA. Lorsque les syndicats répandirent la nouvelle, s'ensuivit une campagne de presse qui, après avoir convaincu différents partenaires commerciaux de Levi's d'interrompre tous rapports avec l'entreprise, obligea finalement Levi's non seulement à mettre fin à l'Opération Saipan mais également à se doter d'un code de bonne conduite qui représente aujourd'hui encore un modèle⁴.

4. Délocalisation, multinationales de l'ombre

Après avoir expliqué que, de plus en plus, certaines grandes multinationales se disputent le marché international, Gesualdi indique les méthodes que ces dernières adoptent pour s'agrandir et battre la concurrence. En plus de viser sur l'automatisation des forces de production, elles transfèrent « les phases productives nécessitant d'une main-d'œuvre qualifiée vers des pays aux salaires bas »⁵. À côté de la mondialisation du marché, émerge, donc, de plus en plus la mondialisation de la production. L'un des modes habituels est celui de l'appel d'offres, méthode par laquelle de nombreuses multinationales se sont entièrement défaites de l'apparat de production en se limitant uniquement à la conception du produit. Parmi ces multinationales, l'on retrouve Nike, la plus grande société du monde de chaussures de sport qui contrôle 40% du marché américain et qui a conquis un citoyen européen sur 20. Le siège de Nike est dans l'Oregon, à Beaverton. C'est ici que sont conçues les chaussures qui seront produites par d'autres pour être ensuite revendue par Nike elle-même. En d'autres termes, une fois que l'équipe d'experts a conçu le meilleur modèle, l'on se met à la recherche – habituellement en Corée du sud, Indonésie, Thaïlande – de l'usine qui peut le fabriquer au prix le plus bas. Le changement de lieu dépend souvent de l'augmentation des

³ Ibidem.

⁴ L'on renvoie au texte pour consulter les règles : F. Gesualdi, *Manuale per un consumo responsabile*, op. cit., p. 20-21.

⁵ Cf. *ivi*, p. 23.

salaires. Il arrive, en effet, que lorsque les ouvriers d'un pays donné s'organisent et obtiennent des augmentations de salaires, la multinationale cherche d'autres endroits pour ouvrir ses portes. Dans le cas de Nike, il est arrivé que ce soit les entreprises sud-coréennes elles-mêmes qui ont cherché des lieux en dehors de la Corée où les coûts étaient encore plus bas – en effet, en Corée les ouvriers avaient obtenu des augmentations de salaires. C'est ainsi que naissent des « multinationales de l'ombre » ou « multinationales-killers » qui ne rentrent jamais en contact avec le consommateur et qui s'occupent des sales besognes à la place des multinationales mandantes principales. Dans le texte, Gesualdi, cite toute une série d'expériences qui montrent que les entreprises en Asie s'intéressent uniquement au profit en laissant vivre les ouvriers dans une situation de semi-esclavage (énormément d'heures travaillées, salaires très bas, aucun droit). L'auteur remarque également, de façon significative, que les multinationales dépensent très peu d'argent pour les salaires, alors que leurs dépenses concernent surtout la publicité. Pour se faire de la publicité les multinationales comptent souvent sur des célébrités du monde du sport qui sont généreusement payées pour porter leurs produits. Ou bien, elles payent des sociétés sportives (comme les équipes de football) en arrivant à déboursier jusqu'à 232 millions de dollars par an (il s'agit du contrat de Nike avec l'Inter de Milan). Gesualdi raconte que Jeff Ballinger, représentant du syndicat américain Afl-Cio, découvrit la situation terrible dans laquelle se trouvaient les ouvriers (surtout des jeunes ouvrières) d'une entreprise indonésienne qui appartenait à Nike. Dans ce cas, aussi, l'auteur cite une série de témoignages qui font comprendre comment souvent dans ces contextes d'indigence, le travail à l'usine est presque une nécessité, raison pour laquelle les entrepreneurs en profitent de manière honteuse.

5. Le cas de Nike et l'internationalisation de la protestation

Gesualdi fait remarquer le fait que pour boycotter les entreprises qui insistent dans l'exploitation, il faut se concentrer, principalement, sur l'entreprise leader sur le marché dans la conviction que si l'on arrive à la mettre en difficulté les autres dans le même secteur pourraient être induites à modifier leur politique. Ces entreprises étant, pas ailleurs, des multinationales, il est nécessaire que la protestation, dans un certain sens, le soit aussi, c'est-à-dire qu'il faut une coordination internationale qui internationalise la protestation et l'organise dans les différents pays dans lesquels l'entreprise en question a ses centres de décision. Une autre nécessité est celle de la présence sur internet et de la coordination informatique très utile pour échanger des informations. Les campagnes de protestation se déroulent donc, depuis 1996, internationalement, c'est-à-dire que leurs auteurs agissent dans de nombreux pays développés tels que par exemple le Canada, l'Australie et l'Italie (où est né, contre Nike, le mouvement *Campagne « chaussures justes »*). En général, les points stratégiques du combat contre Nike sont : l'Asie où se déroulent les enquêtes finalisées à déceler les abus ; l'Europe, où est organisée et mise en place la protestation contre les

multinationales à travers, par exemple, l'envoi de messages ; les USA où les mouvements de consommateurs catalysent l'attention des médias sur les multinationales dans leur propre pays. L'implication des médias eut son effet car en 1996 *Life* publia un article qui dévoilait le fait que les ballons Nike étaient cousus au Pakistan, dans une entreprise mandatée par Nike, par 10000 enfants. Au même moment CBS dénonça un cas de coups et blessures dans une usine liée à Nike au Vietnam. Ces nouvelles marquèrent le début d'une série d'enquêtes qui obligèrent Nike à essayer de limiter les dégâts en invitant le leader de la protestation (Thuyen Nguyen, citoyen américain et ex-président de la *Bankers Trust Company*) à visiter les usines vietnamiennes de la société Sam Yang, entreprise liée à Nike, où se serait produit l'incident des coups et blessures. Bien que la visite guidée montrât que tout dans ces usines se faisait selon les règles, Nguyen, resté au Vietnam pour parler avec les ouvrières après le travail, diffusa, par la suite, une enquête dans laquelle étaient révélées les réelles – et inhumaines – conditions des ouvrières. À la même période, le rapport Hanock mit en évidence l'exploitation subie par les ouvrières de la société Fang Tay, une entreprise indonésienne elle aussi liée à Nike. Ces cas, qui montrent clairement comment pour mettre en crise une multinationale, il est indispensable d'impliquer les médias, obligèrent Nike à réagir. La stratégie de Nike, consiste, tout d'abord à nier les abus ; ensuite, à s'engager à instaurer un code de bonne conduite et à le faire respecter en envoyant dans les entreprises des équipes ayant cette seule mission. Gesualdi remarque que ces mesures, qui en tous cas, prouvent l'efficacité de la protestation, ne résolvent pas les problèmes car le code de bonne conduite ne sera respecté que lorsque les inspecteurs ne seront plus payés par Nike elle-même, mais seront totalement étrangers à cette dernière. Nike a balayé cette critique en confiant l'inspection à une société de conseil (Ernst & Young) et ensuite, à l'ex-ambassadeur des USA aux Nations-Unies, Andrew Young, mais son rapport positif pour Nike a ensuite été contesté et on lui a opposé un autre rapport qui dénonçait les conditions dans lesquelles se trouvaient les ouvriers chinois qui travaillaient pour certaines usines liées à Nike. Le fait, donc, que Nike s'était servie du rapport Young comme d'une arme publicitaire, ne produisit pas les effets attendus. Au cours des mêmes années, d'autres rapports véhiculés par les médias (parmi lesquels le *New York Times*) mirent, selon Gesualdi, Nike en crise si bien qu'à partir de 1997, il y aurait eu une baisse de production. Selon l'auteur il y aurait, en outre, des signes qui suggéreraient un changement de cap lié à la nomination de nouveaux conseillers. En 1998, Nike a institué un service des affaires sociales, et en a confié la direction à Maria Eitel qui avait déjà travaillé pour Microsoft. Ont été ainsi entamées des négociations avec les leaders des protestations. Selon Gesualdi, cela ne suffit pas pour affirmer que Nike a décidé de changer de cap, mais cela est suffisant pour dire que la dénonciation, si elle est soutenue avec force, peut influencer les entreprises.

6. Boycott et autres formes de protestation

Avant de donner son avis sur le concept de boycott et d'en tracer une analyse historique, Gesualdi, rappelle que le terme vient de *Charles Cunningham Boycott*, un propriétaire anglais qui possédait des terres en Irlande et qui, en 1878, avait baissé les payes de ses fermiers en les expulsant lorsque ces derniers, en voyant les nouvelles conditions, avaient refusé de travailler. Le syndicat de la Ligue de la Terre avait ainsi appelé au boycott auquel se joignirent les serviteurs, les bergers, les cochers et tous ceux qui travaillaient pour Boycott. À vrai dire, Gesualdi observe que même avant la naissance du terme, des techniques similaires avaient été adoptées (il remonte jusqu'au quatorzième siècle). Gesualdi rappelle que dans l'histoire moderne la pratique du boycott s'est manifestée surtout aux USA entre la fin du XIXe et le début du XXe siècle dans un contexte dans lequel l'État et les entreprises faisaient tout pour réprimer le syndicat, les grèves et toute forme de protestation des travailleurs. C'est ainsi que le syndicat commença à boycotter les produits des entreprises et à dresser chaque année une liste des entreprises qui ne se comportaient pas de manière appropriée avec les ouvriers (pratique qui est utilisée encore de nos jours). L'essayiste réfléchit sur l'idée selon laquelle le boycott peut provoquer une diminution des postes de travail, et la dément aussitôt car, à son avis, avant de licencier, une entreprise devrait être juste sur le point de déposer le bilan. Le licenciement serait donc dans de nombreux cas uniquement un épouvantail. En d'autres termes, le boycott conduirait au licenciement dans de très rares cas, mais en même temps il serait au moins en partie efficace pour conditionner la politique de l'entreprise (ce type de pratique s'est poursuivie outre qu'aux USA, en Suisse et en Suède également jusqu'aux années '70). Gesualdi raconte également la célèbre histoire de Rosa Parks, de laquelle il s'inspire pour décrire le boycott à des fins politiques. C'est la célèbre histoire de l'activiste afro-américaine qui lança en 1955 le boycott des autobus dans une petite ville de l'Alabama (Montgomery), et qui obtint une victoire totale en 1956, car la Cour Suprême des USA décréta les lois sur la ségrégation raciale inconstitutionnelles. Après cette expérience, le boycott fut souvent utilisé à des fins politiques (droits de l'homme, paix, droits des animaux, défense de l'environnement). Gesualdi estime que le boycott est une arme très efficace puisque, pour qu'une entreprise modifie ses positions, il suffirait d'induire une diminution de l'achat de ses produits de 2 à 5%. Toutefois, il ne serait pas facile de provoquer une telle diminution et avant de mettre en place le boycott, il faudrait passer par toute une série de phases : le groupe promoteur commence par bouger comme s'il devait lancer une campagne : il repère la partie adverse, prépare le matériel d'information, noue des alliances avec d'autres groupes, affine ses argumentations. Mais avant d'entreprendre l'action il se présente auprès de l'entreprise à boycotter, lui montre tout le matériel dont il dispose et lui demande si elle veut adhérer aux requêtes ou si elle préfère affronter le boycott⁶.

Il s'agit de la voix du chantage qui parfois suffit à faire modifier sa position aux entreprises et qui, lorsqu'elle ne suffit pas, se termine par le véritable boycott (plus le

⁶ Ivi, p. 41.

groupe qui boycotte est grand et affirmé, plus le boycott a de bonnes chances de réussir, comme dans le cas de Survival International – 5.000 adhérents – qui obligea en 1989 la société Scott à faire d’importantes concessions⁷. En s’appuyant sur quelques exemples, Gesualdi résume les règles qui servent à mener à bien le boycott. Il écrit que l’idée en faveur de laquelle l’on se bat doit toucher la corde sensible des gens et l’on doit s’engager pour les sensibiliser. L’objectif doit être déterminable et reductible à un slogan ; il vaut mieux agir contre une entreprise spécifique ou contre un seul produit ; il est indispensable de créer un réseau organisé en diffusant en tous lieux des comités et un vaste réseau d’alliances ainsi qu’impliquer le plus possible, les médias. Il faut, enfin, avoir des contacts avec l’entreprise pour lui communiquer ses requêtes. L’auteur rappelle qu’en Amérique il existe des sociétés spécialisées dans l’organisation des boycotts et cite le cas significatif de Ray Rogers et de la stratégie « *corporate campaign* »⁸. Gesualdi explique comment, pour qu’un boycott obtienne le résultat escompté, il ne suffit pas toujours ou il n’est pas toujours opportun de le diffuser à travers la publicité payante alors qu’il vaut bien mieux miser sur des manifestations qui réalisent des actions sensationnelles ou extravagantes en mesure de titiller la curiosité de la presse et de lui fournir des images à scandale (en ce sens, l’auteur mentionne les protestations de Greenpeace et celles des animalistes contre la vivisection qui lancèrent des tomates sur des dames portant une fourrure à la Scala de Milan en 1990).

7. L’autodestructrice défense de McDonald’s

Gesualdi remarque que souvent les entreprises qui font l’objet d’un boycott, en cherchant à se défendre, produisent l’effet inverse. L’auteur s’arrête sur le cas de McDonald’s. En 1994, la célèbre multinationale avait dénoncé les deux auteurs d’un opuscule appartenant à London Greenpeace intitulé *Qu’est-ce qui ne va pas chez McDonald’s ?* Bien que le juge ait donné raison à l’entreprise en condamnant les deux accusateurs, il se serait agi d’une victoire à la Pyrrhus car pendant le procès, bon nombre des accusations soulevées se seraient révélées fondées et le juge lui-même les aurait acceptées. Il semble donc que Gesualdi veuille dire que souvent tenter un procès à ses détracteurs n’est pas toujours la meilleure stratégie pour les entreprises. En examinant ce cas, l’auteur en profite pour lister les accusations dont on parlait. Il apparaît, ainsi, que si d’un côté McDonald’s s’inquiète de donner une image de soi très lisse en s’occupant de thématiques sociales et environnementales, de l’autre, elle s’intéresserait uniquement au profit et à la domination globale qui conduirait, écrit Gesualdi, à une uniformisation universalisée et à la perte des valeurs locales. Les McDonald’s vendraient de la nourriture pas saine (trop de viande et peu de légumes, résidus chimiques) qui mettraient en péril la santé des personnes. En outre, les salariés seraient exploités (de nombreuses heures de travail, et payés réduites). Les responsables

⁷ Cf. *ivi*, p. 41, 42.

⁸ Cf. *ivi*, p. 43, 44.

de McDonald's obtiendraient la viande par l'exploitation de terrains situés dans des régions pauvres au détriment des populations locales qui ne pourraient plus cultiver sur ces terrains leurs propres céréales. Ces terrains seraient, par ailleurs, souvent obtenus à travers l'abattage de forêts et le fumier produit contribuerait de manière significative à aggraver l'effet de serre. Enfin, l'empire McDonald's, en dépit d'une propagande sur un « abattage au visage humain » se baserait en réalité sur la torture et sur l'extermination de millions d'animaux. Ces accusations et bien d'autres, ont été recueillies à partir de la moitié des années '80 par London Greenpeace qui organise chaque 16 octobre une manifestation de protestation devant les McDonald's de la terre entière. D'habitude les multinationales répondent aux accusations par le biais de la plainte, stratégie efficace parce que celui qui dénonce, bien souvent ne peut économiquement se permettre un procès. Toutefois, dans le cas que nous avons mentionné, les deux accusateurs décidèrent quand même de poursuivre dans leur action et, comme nous l'avons dit, malgré le fait que finalement, le procès ait été perdu, bon nombre de leurs accusations se révélèrent fondées ce qui causa à l'entreprise un préjudice d'image⁹. Après avoir relevé le fait qu'une campagne de boycottage est toujours imprévisible et caractérisée par le mélange de différents facteurs, l'écrivain, cite trois cas emblématiques. Il s'agit du boycott organisé par Greenpeace qui a eu lieu en 1995, à l'encontre de la multinationale Shell qui voulait couler l'une de ses plateformes pétrolières dans la mer du Nord et qui pour cette raison subit la protestation des consommateurs, lesquels dans de nombreuses nations européennes, refusèrent de se servir aux pompes d'essence de l'entreprise (la protestation fut menée à bien et la multinationale fut contrainte de revenir sur ses pas et de s'excuser). L'autre expérience concerne le boycott des entreprises de Berlusconi qui s'est produit lorsque en 1993, le Cavaliere, après avoir soutenu la candidature de Gianfranco Fini à la Mairie de Rome, décida d'entrer en politique en fondant le parti Forza Italia, même en étant le patron d'un empire financier et télévisé. Le boycott qui au fil des années acquit une connotation de plus en plus politique et qui se concrétisa dans la volonté de ne plus acheter de produits des entreprises de Berlusconi et de ne plus regarder ses chaînes télévisées, s'arrêta tragiquement lorsque son promoteur, Gianfranco Mascia, après avoir été menacé à plusieurs reprises fut agressé physiquement par deux individus masqués. Gesualdi parle à ce propos, de groupes armés fascistes. Le troisième cas concerne, en revanche, la multinationale Nestlé et la vente de lait en poudre qui, selon la protestation promue à partir de 1973, surtout par l'organisation caritative anglaise *War on Want*, serait nocif et provoquerait ne serait-ce qu'indirectement la mort de nombreux enfants africains (l'on renvoie au texte pour les détails). L'analyse de ce cas, se termine par l'espoir que la direction de Nestlé revienne sur ses pas en respectant les règles que, au fil des années et grâce au boycott lui-même, la multinationale a été contrainte de souscrire.

Gesualdi remarque que le boycott réussit pleinement seulement si l'entreprise estime que les préjudices que ce dernier lui cause sont très importants et susceptibles de

⁹ Voir p. 51 le schéma relatif à la défense de McDonald's.

mettre en crise son business ; si au contraire, le préjudice est faible, il est difficile que les entreprises cèdent (elles capitulent, en revanche, si les requêtes des boycotteurs, une fois acceptées, n'engendrent pas des coûts trop élevés). Néanmoins, selon Gesualdi, un boycott qui ne réussit pas n'est pas pour autant inutile car souvent par la mobilisation l'on obtient de toute manière d'autres résultats, différents par rapport à ceux qui avaient été fixés mais tout aussi importants et parce que l'on porte à l'attention du public des thématiques qui sinon n'auraient jamais pu être diffusées. L'écrivain analyse le sujet y compris d'un point de vue législatif en se référant au code fasciste toujours valable mais qui, toutefois, ne serait pas applicable en ce qui concerne le boycott car dans le code le boycott est condamné en référence à certains articles qui interdisent la grève, lesquels, dans l'organisation démocratique, ont été atténués ou supprimés. Ce que veut dire, par là, l'auteur c'est que les entreprises n'ont pas la possibilité de dénoncer quelqu'un seulement parce qu'il met en place un boycott puisque ce dernier est puni uniquement, comme l'a décrété la Cour Constitutionnelle si il est « finalisé à renverser l'ordre constitutionnel ou à empêcher ou entraver le libre exercice des pouvoirs légitimes par lesquels s'exprime la souveraineté populaire »¹⁰. Et ce ne serait pas là, explique Gesualdi, le but des consommateurs critiques.

8. Fondements de la consommation critique

Après avoir relevé que le boycott, à cause des coûts et du temps nécessaire à son organisation, ne peut être utilisé que dans des situations extrêmes, Gesualdi écrit qu'il existe de nombreux comportements d'entreprises qui peuvent être stoppés à travers d'autres moyens et faire en sorte que les problèmes puissent être résolus avant de provoquer trop de dégâts. L'une des méthodes pour bloquer ces choix est sûrement celle qui consiste à ne pas acheter les produits des entreprises en question. Dans ce cas, il appartient au consommateur de se renseigner et d'acheter uniquement les produits qui ont un parcours éthique bien identifié. En effet, selon l'écrivain de nombreuses entreprises persistent dans leur action immorale parce qu'ils ne pensent pas que celui qui achète puisse être un consommateur critique, c'est-à-dire un consommateur qui achète les produits en prenant en compte non seulement la qualité et le prix mais surtout les choix que les entreprises ont fait lors de la production de la marchandise. C'est ainsi qu'à chaque achat, c'est comme si l'on votait le comportement des entreprises, en condamnant les entrepreneurs immoraux. À force, les entreprises en voyant que les consommateurs sont sensibles à leurs choix, s'adapteraient à la prise de décisions plus justes et s'enclencherait une nouvelle forme de concurrence, basée sur l'éthique et sur le respect – ne serait-ce qu'apparent – des travailleurs et de l'environnement. La consommation critique qui se base sur l'analyse des entreprises et des produits s'interroge sur les conditions techniques, syndicales, environnementales et sociales dans

¹⁰ Ivi, p. 66.

lesquelles le produit a été obtenu. Cependant, parfois, cet examen ne suffit pas car certaines entreprises, prises individuellement, passent avec succès des tests de ce genre, mais si l'on mène l'enquête de manière plus approfondie, l'on découvre souvent qu'elles sont en réalité liées à des multinationales qui, de plein de façons, enfreignent les règles éthiques de la production. C'est le cas de Fattorie Osella qui, malgré son image qui renvoie à une tradition italienne saine, est liée à Kraft Jacobs Suchard qui a son tour est liée à Philip Morris, le géant du tabac qui opère aussi dans d'autres secteurs et qui selon les dires de Gesualdi, agit de manière qui est loin d'être éthique. Gesualdi passe en revue certaines parmi les plus importantes marques italiennes en relevant par exemple que derrière Polenghi, Ala, Cirio, De Rica, Centrale del Banco di Roma, l'on retrouve la société Cragnotti & partners, qui s'est rendue coupable de différentes transgressions au fil du temps¹¹. Un autre exemple est celui de la famille Barilla qui – au moment de la publication du livre – contrôlait seulement 51% des actions de la société, le reste étant entre les mains d'actionnaires inconnus. Gesualdi remarque également qu'un membre du conseil d'administration de l'entreprise, Walter Wurth, aurait été président de la société Oerlikon Bührle, l'une des plus grandes entreprises d'armes lourdes et cite aussi d'autres cas en pointant du doigt des multinationales telles que Dole et Total pour ensuite conclure en réitérant que quand on est face aux produits il faut se demander qui il y a derrière la marque et quel est le comportement de la multinationale en question. Cela signifie se demander si cette entreprise soutient le trafic d'armes, soutient des régimes répressifs, spéculer sur le dos des habitants du Tiers-Monde, respecte les droits des travailleurs. Gesualdi remarque, donc, que si le consommateur se posait à chaque fois ces questions, l'on obtiendrait une importante victoire ; toutefois, cette victoire serait vaine si l'on n'arrivait pas à obtenir les informations recherchées. L'auteur analyse ainsi en détails la législation italienne pour conclure ensuite comme suit : « Les données que les entreprises sont légalement tenues de fournir sont fondamentales afin de reconnaître les produits. Mais ces informations, bien qu'importantes, ne répondent pas aux questions que se pose un consommateur responsable »¹².

L'auteur admet, qu'en un certain sens, c'est mieux comme ça, étant donné que si l'on obligeait les industries à rendre publiques les informations dont on parle, elles organiseraient sûrement la plus grande campagne mensongère de toute l'histoire. Aucune industrie alimentaire ne déclarerait par exemple qu'au Bangladesh, l'on arrache les pattes de millions de grenouilles vivantes, ni admettrait que ce faisant, l'État, déjà en faillite, est obligé d'acheter de coûteux pesticides pour compenser le travail fait un temps par les grenouilles. Personne n'admettrait un trafic d'armes ou que les t-shirts sont le fruit du travail d'enfants mineurs ou que certaines substances industrielles dégradent l'environnement. Le seul qui pourrait divulguer ces informations est l'État, mais puisqu'actuellement les États vont difficilement contre les entrepreneurs à moins qu'ils ne soient induits à le faire sous une forte pression populaire, le seul espoir réside

¹¹ Cf. *ivi*, p. 71, 72.

¹² *Ivi*, p. 79.

dans les syndicats, dans les associations de consommateurs et les associations écologistes, dans les mouvements tiers-mondistes et pacifistes. Ou mieux, l'auteur souhaite que toutes ces réalités travaillent à la création d'un front commun en créant un centre d'observation qui s'engage à publier périodiquement les données concernant les enquêtes menées.

9. CEP, New Consumer et Centro nuovo modello di sviluppo

Après avoir relevé la nécessité d'effectuer des recherches qui révéleraient les secrets des entreprises afin que le consommateur puisse acheter de façon responsable, Gesualdi rappelle l'expérience du CEP (*Council on Ecomic Priorities*) fondé par Alice Marlyn en 1969. Le centre, présent partout dans le monde et auteur d'importantes enquêtes concernant les comportements des entreprises avec une attention toute particulière aux implications de ces dernières dans des affaires de type vente d'armes. Au fil des années, le centre a examiné d'autres thèmes également – la violence faite aux femmes et le travail des mineurs, l'expansion des entreprises américaines sur le territoire indien à la recherche de charbon, le nucléaire – en obtenant souvent d'importants succès (c'est-à-dire en influençant l'action des entreprises et de États). En 1986 le CEP publia un *Guide de l'investissement pour un monde meilleur* et quelques années après, le livre *Faire des courses pour un monde meilleur*, c'est-à-dire le premier guide de la consommation critique. Le CEP et d'autres sociétés de ce genre fournissent désormais leurs services non seulement aux consommateurs mais aussi à des groupes (par exemple les églises ou les mouvements religieux) qui avant d'investir veulent savoir si les entreprises sur lesquelles ils misent en achetant des actions adoptent un comportement éthiquement responsable. Si le CEP constitue une réalité ancrée surtout en Amérique, le *New Consumer* opère de la même manière en Angleterre en publiant des enquêtes sur le comportement des entreprises européennes et en formant d'autres groupes dans toute l'Europe sur l'importance des recherches relatives aux entreprises et sur la consommation critique. Grâce à cette action de formation et divulgation, des centres semblables sont nés dans toute l'Europe ; parfois, il s'agit de groupes de volontaires et parfois de véritables agences qui fournissent leurs services de recherche contre paiement. Ainsi, au Canada, nous avons l'*EthicScan* (société commerciale), en Allemagne l'*IMUG* (association à but non lucratif), en France une société à but non lucratif qui publie un bulletin intitulé l'*Impact Entreprises*. Après que le *New Consumer* s'est orienté vers une activité de commerce alternatif, en Angleterre sont nés l'*Ethical Consumer*, groupe laïque militant et l'*ERIS*, qui réalise des enquêtes pour le compte d'églises qui ont de l'argent à investir.

Dans la continuation de ces descriptions Gesualdi en arrive à illustrer l'histoire du centre qu'il dirige, lequel, cela apparait clairement, s'inspire et agit de manière semblable au CEP et au *New Consumer*. Il s'agit du *Centro nuovo modello di sviluppo*. L'auteur précise que le centre n'est pas une association de consommateurs, mais un

organisme qui a pour but la recherche. C'est pour cela qu'elle aurait donné à la consommation une valeur politique. Le centre est né près de Pise à l'initiative d'un groupe de familles qui voulaient comprendre comment un monde riche pouvait produire autant d'injustices. Il ne s'agissait pas seulement d'étudier ces motivations, mais également de proposer de nouveaux comportements qui permettraient à chacun d'agir de manière juste. Gesualdi tient à souligner l'indépendance politique du Centre qui ne serait reductible à aucun organisme et dont l'idée principale serait l'intuition suivante au goût vaguement marxien : étant donné que les entreprises vivent grâce aux consommateurs, le comportement des consommateurs est essentiel pour leur existence ou, éventuellement, pour les faire échouer (tout comme pour Marx le capitalisme peut s'écrouler seulement si les prolétaires, en acquérant une conscience de classe, comprennent que le mode de production capitaliste est fondé sur leur propre travail). Cela signifie, d'un côté, que celui qui achète sans réfléchir se rend complice de l'injustice et, de l'autre, que celui qui achète de façon responsable a le pouvoir de faire s'écrouler les entreprises immorales. Ainsi seulement, en partant des gens ordinaires, qui agissent pratiquement, l'on peut arriver à l'effondrement de ce système. Il ne s'agit pas de dissertations abstraites, c'est-à-dire que le Centre apprend à chacun à se demander si et quand il achète un produit (par exemple du café ou du cacao) il est en train d'aider les pauvres des pays du Sud ou si au contraire il est en train de contribuer à leur exploitation. Si initialement, les activités menées par le Centre tournaient autour du commerce équitable et solidaire et du boycott, une fois que ses représentants entrèrent en contact avec le *New Consumer*, l'on s'orienta aussi vers la consommation critique (pour des raisons économiques, ce tournant ne se réalisa qu'en 1994). Dans les années '90, donc, le Centre détermina quelles étaient les principales entreprises que chacun rencontrait en allant faire ses courses et rédigea un guide de la consommation qui comprenait l'analyse de 180 opérateurs dans le secteur alimentaire et de l'hygiène (le guide fut revu en 1997). Les aspects faisant l'objet de la recherche et portant sur les cinq années précédentes sont les suivants : la transparence, l'excès de pouvoir, les relations syndicales, la présence dans le Tiers-Monde, l'environnement, les ventes irresponsables, les affaires incorrectes, la maltraitance des animaux, la publicité, le rapport avec les régimes répressifs, le refuge dans les paradis fiscaux, les armes¹³.

L'on prit également en compte les boycotts subis par les entreprises et les informations furent divulguées à la fois sous forme de tableaux et de manière descriptive. Après avoir illustré la symbolique qui caractérise les tableaux¹⁴, Gesualdi examine les aspects que l'on vient d'indiquer et termine en écrivant que dans les différentes nations les centres de recherche adoptent souvent des critères différents parce que chaque groupe aurait sa propre conception de la responsabilité sociale et environnementale. Cependant, dernièrement les groupes seraient en train de se rencontrer pour établir des critères communs comme en témoigne le document rédigé par différents et importants centres intitulé *Lignes directrices pour une responsabilité*

¹³ F. Gesualdi, *Manuale per un consumo responsabile*, op. cit. p. 85.

¹⁴ Cf. *ivi*, p. 86, 87.

socio-environnementale des entreprises et critères d'évaluation qui précise les principes généraux auxquels les entreprises devraient se conformer afin d'agir de façon juste. Gesualdi écrit également que les Centres doivent être doués pour déceler et dénoncer le « risque de masque », c'est-à-dire l'une des tactiques habituellement utilisées par les multinationales pour redorer leur image. De nombreuses multinationales faisant l'objet d'enquêtes se défendent en finançant des centres qui ont des finalités sociales ou environnementales pour montrer à tous leur côté éthique et faire oublier les critiques. Gesualdi analyse le cas de Nike qui, accusée de mal payer ses ouvriers et de ne pas garantir leurs droits syndicaux, au lieu de répondre sur ces points, a annoncé, en 1998, qu'elle créerait un fond destiné à la recherche et au micro-crédit pour les familles vietnamiennes ainsi qu'à la scolarisation. Un beau geste caritatif explique Gesualdi, qui fait « toujours bonne impression et trompe les gens »¹⁵. L'autre cas analysé en détails est celui de la multinationale Monsanto accusée par une majorité de créer des organismes génétiquement modifiés (les semences sont modifiées par l'insertion d'ADN d'origine animale), de fabriquer des pesticides nocifs pour la santé et des éléments mettant en péril la biodiversité et de créer des organismes selon la technologie Terminator (des semences génétiquement modifiées qui produisent des fruits stériles). Face à ces accusations et à la constatation que l'on ne peut connaître les graves déséquilibres auxquels pourraient conduire l'application de l'industrie génétique sur l'agriculture, Monsanto a réagi en annonçant en 1998 qu'elle avait conclu un accord avec la Grameen Bank pour former un centre de recherche de « technologies appropriées et éco-compatibles au service des populations pauvres du Bangladesh »¹⁶. Bien que, grâce à la pression de différents groupes de protestation, la relation ait duré moins de 3 semaines, la tactique employée est emblématique : quelle meilleure solution pour faire passer Monsanto pour une entreprise sensible aux thématiques sociales et environnementales alors qu'elle continue de mener des activités si risquées pour la nature ?¹⁷.

¹⁵ Ivi, p. 94.

¹⁶ Ivi, p. 96.

¹⁷ Ivi, p. 97.

Gesualdi fait savoir également que son Centre a repéré des informations qu'il a ensuite insérées dans le Manuel pour une consommation responsable. L'auteur explique que la première approche, utile pour voir quelle est l'attitude et la disponibilité des entreprises, est celui de demander ces informations aux entreprises elles-mêmes. À vrai dire, un infime partie de ces dernières donneraient les informations recherchées. L'auteur note qu'il est plus facile d'obtenir des informations sur les multinationales que sur les entreprises italiennes non seulement parce que sur les premières d'autres groupes aussi réaliseraient des enquêtes, mais parce que dans de nombreux États se serait le gouvernement lui-même qui publierait périodiquement les informations concernant les entreprises et les éventuelles condamnations subies. Cela ne se passerait pas de cette manière en Italie et tout serait plus compliqué. Gesualdi explique comment les syndicats eux-mêmes, qui selon lui, savent ce qui se passe dans les entreprises, parfois sont peu enclins à donner des informations, ne comprenant pas que les ennemis des travailleurs ne sont pas les consommateurs mais bien les entreprises qui considèrent les ouvriers comme quantité négligeable à jeter après utilisation.

Bibliographie

1. Stratégie militaire (italienne)

- Carlo Jean, *Studi Strategici*, Franco Angeli, 1990
Carlo Jean, *Guerra, sicurezza e strategia*, Laterza, 1997
Carlo Jean, *Manuale di Studi Strategici*, Laterza, 2001
Fabio Mini, *La guerra dopo la guerra*, Einaudi, 2003
Alfonso Montagnese, *Impatto dei Social media sulla sicurezza nazionale*, OSN, 2011

2. Guerre psychologique et cognitive dans la stratégie française

- Didier Lucas-Alain Tiffreau, *Guerre économique et information*, Ellipses, 2001
Loup Francart, *La Guerre du sense*, Economica, 2000
Francois Geré, *La Guerre psychologique*, Economica, 1997
François Géré, *Dictionnaire de la désinformation*, Armand Collin, 2011
Christian Harbulot, *La guerre cognitive*, Lavauzelle, 2002
Christian Harbulot-Nicolas Moinet-Didier Lucas, *La guerre cognitive : A la recherche de la suprématie stratégique*, VI Forum intelligence économique de l'Association Aéronautique et Astronautique Française Menton, 25 septembre 2002
Roger Mucchielli, *La subversion*, C.L.C; Nouvelle ed. revue et mise a jour edition, 1976
Colonel Nemo, *La guerre dans le milieu social*, Reveu de Defense Nationale, mai 1956
Colonel Nemo, *La guerre dans la foule*, Reveu de Defense Nationale, juin 1965
Roger Trinquier, *La guerre moderne*, La Table Ronde, 1961
Roger Trinquier, *Guerre, Subversion, Révolution*, Laffont, 1968

3. Sociologie et réflexion politologique sur les mouvements contestataires

- Alla ricerca dell'Onda. I nuovi conflitti nell'istruzione superiore*, a cura di Loris Caruso, Alberta Giorgi, Alice Mattoni, Gianni Piazza, Franco Angeli, 2010
A.V., *Come i problemi globali diventano locali*, Edizioni terrelibere.org, 2009
Loris Caruso, *Il territorio della politica. La nuova partecipazione di massa nei movimenti No Tav e No Dal Molin*, Franco Angeli, 2011
Fabio De Nardis, *Introduzione alla sociologia dei movimenti*, Editori Riuniti, 2006
Fabio De Nardis, *La società in movimento*, Editori Riuniti, 2007
Donatella Della Porta - Diani Marco, *I movimenti sociali*, Nis, 1997
Donatella Della Porta - Lorenzo Mosca, *Globalizzazione e movimenti sociali*, il Manifesto libri, 2003
Donatella Della Porta - Gianni Piazza, *Le ragioni del no*, Feltrinelli, 2008
Lorenzo Mosca e Christian Vaccari, *Nuovi media, nuova politica? Partecipazione e mobilitazione on-line da MoveOn al movimento 5 stelle*, Franco Angeli, 2011

Mario Pianta, *Globalizzazione dal basso. Economia mondiale e movimenti sociali*, il Manifesto libri, 2001

Francesco Raparelli, *La lunghezza dell'Onda. Fine della sinistra e nuovi movimenti*, Edizione Ponte alle Grazie, 2009

Charles Tilly - Sidney Tarrow, *La politica del conflitto*, Mondadori, 2007

Francesca Veltri, *La rete in movimento. Telematica e protesta globale*, Rubbettino, 2005

4. Sitographie

Dictionary US Military terms for Joint usage,
http://www.dtic.mil/doctrine/dod_dictionary/

5. La réflexion pacifiste

Dichiarazione di Beirut, *Per una pace globale e una giustizia sociale*, Concetti chiave, numero speciale, *Mappe dei movimenti*, maggio 2002

Dichiarazione di Porto Alegre, *Resistenza al neoliberismo, alla guerra e al militarismo*, Concetti chiave, numero speciale, *Mappe dei movimenti*, maggio 2002

Francesco Gesualdi, *Manuale per un consumo responsabile*, Feltrinelli, 2002

Frans van der Hoff, *Manifesto dei poveri. Il commercio equo e solidale: per non morire di capitalismo*, Il Margine, 2012

Flavio Lotti, *Guerra e pacifismo: dall'Afghanistan alla Palestina*, Concetti chiave, numero speciale, *Mappe dei movimenti*, maggio 2002

Quaderni Satyagraha n. 14, *Napoli chiama Vicenza. Disarmare i territori, costruire la pace*, a cura di Rete Lilliput, *Ripudiare le guerre e agire la nonviolenza*, Rete Lilliput, 17 luglio 2006

Angelica Romano, *Gandhi Edizioni*, 2008

Mao Valpiana, "Appello per la pace e per la fratellanza dei popoli" 25 settembre 2011, *Azione Non violenta*, novembre 2011

Mike Wilson - Padre Roy, *Contro il Pentagono. Il prete anti-terrorismo(americano)*, San Paolo, 2004

6 Critique et Slow Food

Luca Simonetti, *Mangi chi può meglio, meno e sano. L'ideologia di Slow Food*, Mauro Pagliai Editore, 2010